

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 715

7 avril 2006

SOMMAIRE

ABB + ZU S.A., Manternach	34317	International Holding EVS S.A., Luxembourg	34284
Argenthold, S.à r.l., Luxembourg	34282	Intersum International S.A., Luxembourg	34315
B.C. Holdings S.A., Luxembourg	34288	Khathal S.A., Junglinster	34316
B.C. Holdings S.à r.l., Luxembourg	34294	L.D.I., S.à r.l., Luxembourg	34296
Bakeries International Luxembourg Holding S.A., Luxembourg	34319	Lekeren Holding S.A., Luxembourg	34295
Banque Degroof Luxembourg S.A., Luxembourg	34300	Lekeren Holding S.A., Luxembourg	34296
Biscarosse S.A., Dalheim	34319	Limpide Holding S.A.H., Luxembourg	34282
Blue-Erp.com, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	34317	Lux Cogeba S.A., Bertrange	34319
Cadeaux Shop Err, S.à r.l., Pétange	34318	Lynx New Media Ventures, S.à r.l., Luxembourg	34276
CD Publicité Lux, S.à r.l., Pétange	34273	Market Holding International S.A., Luxembourg	34279
Chambers Estate S.A., Pétange	34317	Meta-Agent Software, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	34317
Coverdi S.A., Luxembourg	34285	Multi Metal Investment, S.à r.l., Luxembourg	34298
Décors-Cuisines, S.à r.l., Rodange	34274	Multi Metal Investment, S.à r.l., Luxembourg	34300
Eitermillen S.A., Oetrange	34316	Pause Beauté, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	34316
Electric Power Tools Europe Holding B.V., S.à r.l., Luxembourg	34279	Raiffeisen-Markt-Echternach, S.à r.l., Echternach	34316
Electric Power Tools Europe Holding B.V., S.à r.l., Luxembourg	34282	Root eSolutions, S.à r.l., Walferdange	34319
Finesse Holding S.A.H., Luxembourg	34284	Schortgen Artworks S.C.I., Esch-sur-Alzette	34274
Fregenda B.V., Luxembourg	34304	Semantica, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	34318
Garage Muller & Nesen S.A., Lintgen	34316	Seven S.A., Bascharage	34317
Garage Schiltz Buederscheid S.A., Buederscheid	34316	Seven S.A., Bascharage	34317
Golfstar S.A., Luxembourg	34294	SSCP Swaging, S.à r.l., Luxembourg	34318
Gus Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	34318	SSCV Investments, S.à r.l.	34318
Immobilière Kameleon S.A., Luxembourg	34278	Stodiek Beteiligung I, S.à r.l., Luxembourg	34301
		Time Tech Computer, S.à r.l., Luxembourg	34318
		VRBéton S.A., Foetz	34319

CD PUBLICITE LUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4739 Pétange, 25, rue de l'Indépendance.

R. C. Luxembourg B 89.342.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2006, réf. LSO-BM03100, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Signature.

(004855.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

DECORS-CUISINES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4818 Rodange, 15, avenue Dr. Gaasch.
R. C. Luxembourg B 51.661.

Constatation de cession de parts sociales

Suite à plusieurs cessions de parts sociales sous-seing privé signées par le cédant et les cessionnaires en date du 30 décembre 2005 et acceptées par les gérants au nom de la société, il résulte que le capital social de la société DECORS-CUISINES, S.à r.l. est désormais réparti comme suit:

1. Monsieur Romain Laroche, demeurant à L-4820 Rodange, 38, rue Guillaume: trois cent vingt parts sociales . . .	320
2. Madame Patricia Viviani, demeurant à L-4820 Rodange, 38, rue Guillaume: cent quatre-vingt parts sociales . . .	180
Total: cinq cents parts sociales	500

Rodange, le 30 décembre 2005.

Pour extrait conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2006, réf. LSO-BM00227. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(004937.3/503/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

SCHORTGEN ARTWORKS S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 121, rue de l'Alzette.
R. C. Luxembourg E 3069.

STATUTS

L'an deux mille six, le six janvier.

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Jean-Paul Schortgen, galeriste, né à Esch-sur-Alzette, le 2 mars 1949 (matricule 1949 03 02 258), demeurant à L-4026 Esch-sur-Alzette, 286, rue de Belvaux;
- 2.- Monsieur Manuel Schortgen, éditeur, né à Esch-sur-Alzette, le 6 mars 1974 (matricule 1974 03 06 211), demeurant à L-4469 Soleuvre, 11, rue du Nord;
- 3.- Monsieur Martin Schortgen, relieur, né à Esch-sur-Alzette, le 29 juin 1978 (matricule 1978 06 29 234), demeurant à L-4431 Belvaux, 34, rue des Champs;
- 4.- Monsieur Maurice Schortgen, relieur, né à Esch-sur-Alzette, le 15 février 1986 (matricule 1986 02 15 058), demeurant à L-4026 Esch-sur-Alzette, 286, rue de Belvaux.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société civile immobilière qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. La société a pour objet la mise en valeur et la gestion de tous les immeubles qu'elle pourrait acquérir. Elle peut faire toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement et l'exploitation.

Art. 2. La société prend la dénomination de SCHORTGEN ARTWORKS S.C.I., société civile immobilière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans.

Art. 4. Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 5. Le capital social est fixé à deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,00), représenté par cent (100) parts sociales de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune.

Ces parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Jean-Paul Schortgen, prénommé, vingt-cinq parts sociales	25
2.- Monsieur Manuel Schortgen, prénommé, vingt-cinq parts sociales	25
3.- Monsieur Martin Schortgen, prénommé, vingt-cinq parts sociales	25
4.- Monsieur Maurice Schortgen, prénommé, vingt-cinq parts sociales	25
Total: cent parts sociales	100

Toutes les parts ont été libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,00) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent mutuellement.

Art. 6. La cession des parts s'opérera par acte authentique ou sous seing privé en observant l'article 1690 du Code Civil.

Les parts sociales seront librement cessibles entre associés.

Elles ne pourront être cédées à des tiers non-associés qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les deux tiers du capital social.

Art. 7. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 8. Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il possède.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les associés sont tenus de ces dettes conformément à l'article 1863 du Code Civil.

Art. 9. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs de ses associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers ou ayants-cause de l'associé ou des associés décédés.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un ou de plusieurs des associés ne mettent pas fin à la société, qui continuera entre les autres associés, à l'exclusion du ou des associés en état d'interdiction, de faillite ou de déconfiture.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Art. 10. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs administrateurs nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un des administrateurs, il sera pourvu à son remplacement par décision des associés.

Art. 11. Le ou les administrateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire ou autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet.

Le ou les administrateurs peuvent acheter tous immeubles.

Ils administrent les biens de la société et ils la représentent vis-à-vis des tiers et toutes administrations, ils consentent, acceptent et résilient tous baux et locations, pour le terme et aux prix, charges et conditions qu'ils jugent convenables.

Ils touchent les sommes dues à la société à tel titre et pour telle cause que ce soit. Ils paient toutes celles qu'elle peut devoir ou en ordonnent le paiement.

Ils règlent et arrêtent tous comptes avec tous créanciers et débiteurs. Ils exercent toutes les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant.

Ils autorisent aussi tous traités, transactions, compromis, tous acquiescements et désistements, ainsi que toutes subrogations et toutes mainlevées d'inscriptions, saisies, oppositions et autres droits, avant ou après paiement.

Ils arrêtent les états de situation et les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale des associés. Ils statuent sur toutes propositions à lui faire et arrêtent son ordre du jour.

Ils peuvent confier à telles personnes que bon leur semble des pouvoirs pour un ou plusieurs objets déterminés.

La présente énumération est énonciative et non limitative.

Art. 12. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Art. 13. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution de la société pour finir le trente et un décembre deux mille six.

Art. 14. Les associés se réunissent au moins une fois par an à l'endroit qui sera indiqué dans l'avis de convocation.

Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les administrateurs quand ils le jugent convenables, mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant un cinquième au moins de toutes les parts sociales.

Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés au moins cinq jours à l'avance et doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Les associés peuvent même se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Art. 15. Dans toutes les réunions chaque part donne droit à une voix.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés, à moins de dispositions contraires des statuts.

Art. 16. Les associés peuvent apporter toutes modifications aux statuts, quelle qu'en soit la nature et l'importance.

Ces décisions portant modification aux statuts ne sont prises qu'à la majorité des deux tiers (2/3) de toutes les parts existantes.

Art. 17. En cas de dissolution de la société, la liquidation de la société se fera par les soins du ou des administrateurs ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

Le ou les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés, faire l'apport à une autre société civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou la cession à une société ou à toute autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

Le produit net de la liquidation, après le règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Art. 18. Les articles 1832 et 1872 du Code Civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Evaluation des frais

Les frais incombant à la société à raison de sa constitution sont estimés approximativement à mille euros (EUR 1.000,00).

Les comparants déclarent être père et fils et requérir la réduction fiscale prévue pour les sociétés familiales.

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite les associés se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix pris les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à deux.

2.- Sont nommés administrateurs pour une durée indéterminée:

a) Monsieur Manuel Schortgen, prénommé.

b) Monsieur Jean-Paul Schortgen, prénommé.

La société est valablement engagée par la signature individuelle de chaque administrateur.

3.- L'adresse de la société sera la suivante:

L-4011 Esch-sur-Alzette, 121, rue de l'Alzette.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.-P. Schortgen, M. Schortgen, M. Schortgen, M. Schortgen, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, vol. 27CS, fol. 18, case 3. – Reçu 25 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2006.

E. Schlessler.

(007393.3/227/128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

LYNX NEW MEDIA VENTURES, Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 78.697.

DISSOLUTION

In the year two thousand five, on the thirteenth day of December.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

For an extraordinary general meeting of the sole shareholder of LYNX NEW MEDIA VENTURES, a Luxembourg «société à responsabilité limitée», with registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 78.697, (the «Company»), incorporated pursuant to a notarial deed on 31 October 2000, its publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C, was made on 15 May 2001, number 355.

The Articles of Incorporation of the Company were amended for the last time to a decision of the sole shareholder, which was taken on 2 September 2003 and published in the Mémorial C number 1025 of 3 October 2003:

LYNX NEW MEDIA VENTURES G P A LIMITED, a company incorporated and existing under the laws of England and Wales, established and having its registered office at One Canada Square, London, E14 5 AD (United Kingdom); (hereafter the Sole Shareholder);

here represented by:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., in abbreviation INTERCONSULT, a «société anonyme» governed by Luxembourg law, established and having its registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, duly represented by:

a) Mr Alexis Kamarowsky, company director, with professional address at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

b) Mrs Danielle Caviglia, lawyer, with professional address at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

both acting in their capacity as duly authorized signatories of said company and validly authorized to engage the company by their joint signature,

by virtue of a power of attorney, given in London, on 9 December 2005.

Said power, having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such proxy holder, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to state:

I.- that the Sole Shareholder assumes the role of liquidator of the Company;

II.- that the Sole Shareholder has decided to dissolve the Company with immediate effect;

III.- that the capital of the Company is presently set at seven hundred fifty thousand Euro (750,000.- EUR) divided into thirty thousand (30,000) fully paid up shares with a nominal value of twenty-five Euro (25.- EUR) each;

IV.- that the Sole Shareholder, in its capacity of sole owner of the shares of the Company, declares that it has received all assets of the Company and that it shall assume all the liabilities of the Company, including those hidden and unknown at the present time;

V.- that the Company be and hereby is liquidated;

VI.- that full discharge is granted to the two Class «A» managers and to the single Class «B» manager the Company for the accomplishment of their mandate up to this date; and

VII.- that the books, documents and records of the Company shall be kept during a period of five years at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the same proxy holder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le treize décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché du Luxembourg).

A comparu:

Pour une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la société LYNX NEW MEDIA VENTURES, une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 78.697 (la Société), constituée suivant acte notarié du 31 octobre 2000, sa publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, a été faite le 15 mai 2001, au numéro 355.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois, suivant résolution de l'associé unique, prise le 2 septembre 2003, laquelle fut publiée au Mémorial C numéro 1025 du 3 octobre 2003:

LYNX NEW MEDIA VENTURES GP A LIMITED, une société constituée et existant sous le droit anglais et gallois, établie et ayant son siège social à One Canada Square, London, E14 5 AD (Royaume-Uni);

(ci-après l'Associé Unique),

ici représentée par:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., en abrégé INTERCONSULT, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg,

dûment représentée par:

a) Monsieur Alexis Kamarowsky, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

b) Madame Danielle Caviglia, juriste, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

les deux agissant en leurs qualités de signataires autorisés de ladite société et habilités à l'engager valablement par leur signature conjointe,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 9 décembre 2005, à Londres,

laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise aux formalités d'enregistrement.

Lequel mandataire, agissant en cette qualité, a prié le notaire d'acter:

I.- que l'Associé Unique assume le rôle de liquidateur de la Société;

II.- que l'Associé Unique a décidé de liquider la Société avec effet immédiat;

III.- que le capital social de la Société s'élève actuellement à sept cent cinquante mille euros (750.000,- EUR) divisé en trente mille (30.000) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, et toutes intégralement libérées;

IV.- que l'Associé Unique, en sa qualité de détenteur unique des parts sociales de la Société déclare avoir reçu tous les actifs de la Société et qu'elle prendra en charge tout le passif de la Société qu'il soit occulte et inconnu à ce moment;

V.- que la Société soit et est par le présent acte liquidée;

VI.- que décharge pleine et entière est accordée aux deux gérants de la catégorie «A» et au seul gérant de la catégorie «B» de la Société pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour; et

VII.- que les livres, documents et pièces relatifs à la Société resteront conservés durant cinq ans au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire soussigné.

Signé: A. Kamarowsky, D. Caviglia, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 20 décembre 2005, vol. 899, fol. 56, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 27 décembre 2005.

J.-J. Wagner.

(008187.3/239/100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2006.

IMMOBILIERE KAMELEON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 110.501.

L'an deux mille cinq, le vingt-huit décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme IMMOBILIERE KAMELEON S.A. (ci-après «la Société»), avec siège social à L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire (Grand-Duché de Luxembourg), R.C.S. Luxembourg section B numéro 110.501, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 1^{er} septembre 2005, non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée est présidée par Monsieur Christian Dostert, employé privé, demeurant professionnellement à Junglinster, qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Françoise Hübsch, employée privée, demeurant professionnellement à Junglinster.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Marco Thorn, employé privé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1.- Augmentation du capital social d'un montant de 199.950,- EUR pour le porter de son montant actuel de 31.000,- EUR à 230.950,- EUR, par la création et l'émission de 6.450 actions nouvelles de 31,- EUR chacune, jouissant des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

2.- Souscription et libération des actions nouvellement créées.

3.- Modification afférente du premier alinéa de l'article cinq des statuts.

II.- Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires et leurs mandataires, par les membres du bureau et le notaire, sera enregistrée avec le présent acte, ensemble avec les procurations signées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III.- Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées. Dès lors, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur l'ordre du jour précité, dont les actionnaires ont eu connaissance avant la tenue de l'assemblée.

IV.- Après délibération, l'assemblée prend les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée constate que les 1.000 (mille) actions de la Société se répartissent actuellement comme suit:

1.- Monsieur Christian Bühlmann, demeurant à L-8217 Mamer, 9, rue Op Bierg, neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions	999
2.- Madame Delphine Behier, demeurant à L-8217 Mamer, 9, rue Op Bierg, une action	<u>1</u>
Total: mille actions	1.000

Deuxième résolution

Le capital social est augmenté à concurrence de 199.950,- EUR (cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent cinquante euros), pour le porter de son montant actuel de 31.000,- EUR (trente et un mille euros) à 230.950,- EUR (deux cent trente mille neuf cent cinquante euros), par la création et l'émission de 6.450 (six mille quatre cent cinquante) actions nouvelles d'une valeur nominale de 31,- EUR (trente et un euros) chacune, jouissant des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Les 6.450 (six mille quatre cent cinquante) actions nouvellement émises ont été souscrites et libérées entièrement par les deux actionnaires actuels, Monsieur Christian Bühlmann et Madame Delphine Behier, préqualifiés, par un apport réalisé en numéraire d'un montant total de 199.950,- EUR (cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent cinquante euros), de la façon suivante:

1.- Monsieur Christian Bühlmann, demeurant à L-8217 Mamer, 9, rue Op Bierg, six mille quatre cent quarante-neuf actions	6.449
2.- Madame Delphine Behier, demeurant à L-8217 Mamer, 9, rue Op Bierg, une action	<u>1</u>
Total: six mille quatre cent cinquante actions	6.450

La preuve de ces versements a été apportée au notaire instrumentant.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'admettre Monsieur Christian Bühlmann et Madame Delphine Behier, préqualifiés, à la souscription des 6.450 (six mille quatre cent cinquante) actions nouvelles.

Intervention des apporteurs - Souscription - Libération

Interviennent ensuite Monsieur Christian Bühlmann et Madame Delphine Behier, préqualifiés, ici représentés par leur mandataire en vertu de deux procurations, pour la souscription des 6.450 (six mille quatre cent cinquante) actions nou-

velles, lesquels ont déclaré souscrire les 6.450 (six mille quatre cent cinquante) actions nouvelles et les libérer intégralement par un apport en numéraire ci-avant détaillé, de la façon suivante:

1.- Monsieur Christian Bühlmann, demeurant à L-8217 Mamer, 9, rue Op Bierg, six mille quatre cent quarante-neuf actions.	6.449
2.- Madame Delphine Behier, demeurant à L-8217 Mamer, 9, rue Op Bierg, une action	1
Total: six mille quatre cent cinquante actions	6.450

Quatrième résolution

Suite à l'augmentation de capital réalisée, le premier alinéa de l'article cinq des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5. (alinéa premier).** Le capital social est fixé à 230.950,- EUR (deux cent trente mille neuf cent cinquante euros), représenté par 7.450 (sept mille quatre cent cinquante) actions d'une valeur nominale de 31,- EUR (trente et un euros) chacune.»

Estimation - Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués approximativement à la somme de trois mille cinq cents euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M. Thorn, Ch. Dostert, F. Hübsch, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 janvier 2006, vol. 535, fol. 32, case 8. – Reçu 1.999,50 euros.

Le Receveur ff. (signé): C. Bentner.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 19 janvier 2006.

J. Seckler.

(007605.3/231/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

MARKET HOLDING INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

R. C. Luxembourg B 29.480.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 mai 2005

1. Renouvellement des mandats du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes

Conseil d'Administration:

- Monsieur Armand Distave, Conseiller Economique et Fiscal, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Raymond Le Lourec, Conseiller Fiscal, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Max Galowich, Juriste, demeurant à Luxembourg.

Commissaire aux Comptes:

LUX-AUDIT S.A., avec siège 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

Les mandats viendront à expiration à la clôture de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra à la date prévue dans les statuts.

Luxembourg, le 2 mai 2005.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2005, réf. LSO-BL09176. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(005039.3/3083/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

ELECTRIC POWER TOOLS EUROPE HOLDING B.V., Société à responsabilité limitée.

Share capital: EUR 100,000.-

Statutory seat and management place: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

Registered office: Zwijndrecht, the Netherlands.

R. C. Luxembourg B 106.608.

In the year two thousand and five, on the twenty-eighth day of December.

Before Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary public, residing in Luxembourg-Bonnevoie, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

The company A&M INDUSTRIES, S.à r.l., a private company with limited liability incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its statutory seat and management place at L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 90.617,

duly represented by M^e François Brouxel, attorney at law, residing professionally at L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse,

by virtue of a power of attorney given under private seal on December 27, 2005,

which proxy, after been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be registered together with it,

acting as the sole member of ELECTRIC POWER TOOLS EUROPE HOLDING B.V. (hereinafter referred to as the «Company»), a private company with limited liability organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its statutory seat at Zwijndrecht, the Netherlands, and its effective place of control and management at L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 106.608, incorporated by a deed of the undersigned notary, on February 18, 2005, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C number 687 dated on July 12, 2005.

The sole member, represented as here above stated, requests the undersigned notary to act the following resolutions:

First resolution

The sole member of the Company resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 4,600.- (four thousand six hundred Euro) so as to bring it from its present amount of EUR 100,000.- (one hundred thousand Euro) represented by 2,000 (two thousand) shares with a nominal value of EUR 50.- (fifty Euro) each, to the amount of EUR 104,600.- (one hundred four thousand six hundred Euro) represented by the 2,000 (two thousand) existing shares and by the issue of 92 (ninety-two) new shares with a nominal value of EUR 50.- (fifty Euro) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

Second resolution

The sole member resolves to cause the Company to issue 92 (ninety-two) shares, with a nominal value of EUR 50.- (fifty Euro) each.

Subscription and payment

The sole member resolves to entirely subscribe and pay in the 92 (ninety-two) new shares issued by the Company in consideration for a cash contribution of EUR 4,600.- (four thousand six hundred Euro).

The reality of the subscription has been evidenced to the undersigned notary public by a blocking certificate issued by ABN AMRO BANK NV as of December 28, 2005.

The amount of EUR 4,600.- (four thousand six hundred Euro) is at the free disposal of the Company as it has been evidenced to the undersigned notary public.

Third resolution

The sole member resolves to amend the first paragraph of article 4 of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the capital increase of the Company.

Consequently, first paragraph of Article 4 of the articles of incorporation of the Company is replaced, in its English version, by the following wording:

«The issued and authorised capital amounts to one hundred four thousand six hundred Euro (EUR 104,600.-) divided into two thousand ninety-two (2,092) shares, each share having a nominal value of fifty Euro (EUR 50.-).»

Fourth resolution

The sole member authorises each member of the management board as well as each lawyer, candidate civil law notary and paralegal of the Company's Dutch legal firm, jointly as well as severally, to apply for the requisite Dutch Ministerial Statement of Non-Objection with respect to the amendment of article 4, to have the Dutch notarial deed of amendment, to be prepared by the Company's Dutch notary, executed, and to perform all necessary requirements and formalities pertaining thereto or in connection therewith.

Expenses

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately EUR 1,800.- (one thousand eight hundred Euro).

The undersigned notary public, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person, it is specified that in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder, acting as here above stated, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-huit décembre.

Par-devant Nous, Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société A&M INDUSTRIES, S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social et son siège de direction effective à L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.617,

dûment représentée par Maître François Brouxel, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse,

en vertu d'une procuration donnée le 27 décembre 2005,

laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire, ès qualités qu'il agit, et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement,

agissant en tant qu'associée unique de la société ELECTRIC POWER TOOLS EUROPE HOLDING B.V. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à Zwijndrecht, Pays-Bas, et son siège de direction et de contrôle effectif à L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis, constituée suivant acte du notaire instrumentant, du 18 février 2005, publié au Mémorial, Recueil des sociétés et Associations C numéro 687 du 12 juillet 2005.

L'associée unique, représentée comme décrit ci-dessus, déclare et demande au notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de EUR 4.600,- (quatre mille six cents euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 100.000,- (cent mille euros) représenté par 2.000 (deux mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 50,- (cinquante euros) chacune, au montant de EUR 104.600,- (cent quatre mille six cents euros), représenté par 2.000 (deux mille) parts sociales existantes et par l'émission de 92 (quatre-vingt-douze) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 50,- (cinquante euros) chacune, ayant les mêmes droits et les mêmes obligations que les parts sociales existantes.

Seconde résolution

L'associée unique décide de faire émettre par la Société 92 (quatre-vingt-douze) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 50,- (cinquante euros) chacune.

Souscription et paiement

L'associée unique décide de souscrire et de libérer entièrement les 92 (quatre-vingt-douze) parts sociales nouvellement émises par la Société par l'apport en espèces de EUR 4.600,- (quatre mille six cents euros).

L'existence de la souscription a été prouvée au notaire instrumentant par la production d'un certificat de blocage émis par ABN AMRO BANK NV, le 28 décembre 2005.

Le montant de EUR 4.600,- (quatre mille six cents euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été justifié au notaire instrumentant.

Troisième résolution

L'associée unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 4 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital.

Par conséquent, le paragraphe premier de l'article 4 des statuts de la Société est remplacé, dans la version française, par le texte suivant:

«Le capital social souscrit et autorisé s'élève à EUR 104.600,- (cent quatre mille six cents euros) divisé en 2.092 (deux mille quatre-vingt-douze) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale de EUR 50,- (cinquante euros).»

Quatrième résolution

L'associée unique décide d'autoriser chacun des membres du conseil de gérance, de même que tout juriste, tout notaire ou clerc de notaire et toute personne paralégale de l'Etude d'avocats néerlandaise de la Société, ensemble ou séparément, à faire la demande de Constat Ministériel néerlandais de Non Objection conformément à l'article 4 modifié, à détenir l'acte notarié néerlandais de modification exécuté, ayant été préparé au préalable par le notaire néerlandais de la Société et à réaliser toutes les conditions et formalités nécessaires afférentes et subséquentes.

Frais

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à EUR 1.800,- (mille huit cents euros).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande de cette même comparante, il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture étant faite au mandataire, agissant ainsi qu'il a été dit, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état civil et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Brouxel, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2005, vol. 151S, fol. 59, case 7. – Reçu 46 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 13 janvier 2006.

T. Metzler.

(007653.3/222/133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

ELECTRIC POWER TOOLS EUROPE HOLDING B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,-.

Siège de direction et de contrôle effectif: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

Siège social: Zwijndrecht, Pays-Bas.

R. C. Luxembourg B 106.608.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 13 janvier 2006.

T. Metzler.

(007654.3/222/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

LIMPIDE HOLDING S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

R. C. Luxembourg B 42.600.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 octobre 2005

Renouvellement des mandats du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.

Conseil d'Administration:

- Monsieur Armand Distave, Conseiller Economique et Fiscal, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Raymond Le Lourec, Conseiller Fiscal, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Max Galowich, Juriste, demeurant à Luxembourg.

Commissaire aux Comptes:

LUX-AUDIT S.A., avec siège 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

Les mandats viendront à expiration à la clôture de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra à la date prévue dans les statuts.

Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2005, réf. LSO-BL09178. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(005041.3/3083/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

ARGENTHOLD, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R. C. Luxembourg B 91.996.

In the year two thousand and five, on the thirtieth of December.

Before Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Frédéric Lemoine, lawyer, residing in Luxembourg, acting in his capacity as attorney-in-fact of STICHTING BRAZIL HOLDING, a Netherlands foundation with business address at Amsteldijk 166-6, NL-1079 LH Amsterdam (the Netherlands), and with corporate seat at Amsterdam (the Netherlands), by virtue of a proxy given on December 29, 2005,

which proxy after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary shall stay affixed to the present deed to be filed with the registration authorities,

who declared and requested the notary to state:

1) That STICHTING BRAZIL HOLDING, prenamed, is the sole participant of ARGENTHOLD, S.à r.l., a unipersonal «société à responsabilité limitée», with registered office in L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 91.996, incorporated by deed of the undersigned notary on February 12, 2003, published in the Mémorial C, number 352 of April 1, 2003.

2) That the capital of the company is fixed at twelve thousand four hundred Euro (12,400 EUR) divided into one hundred and twenty-four (124) parts of one hundred Euro (100 EUR) each, fully paid.

3) After this had been set forth, the above named participant, representing the whole corporate capital, has decided to take the following resolutions in conformity with the agenda of the meeting:

First resolution

The sole participant decides to dissolve and to put the company into liquidation.

Second resolution

The sole participant resolves to fix the number of liquidators at one and to appoint Mr Hanspeter Krämer, independent auditor, with professional address at 30, rue Schrobilgen, L-2526 Luxembourg, as liquidator of the company.

Third resolution

The sole participant resolves to determine the powers of the liquidator as follows:

- the liquidator shall have the broadest powers to carry out his mandate, and in particular all the powers provided for by article 144 and following of the law of August 10, 1915 relating to commercial companies, as amended, without having to ask for authorization of the general meeting of shareholders in the cases provided for by law;
- there shall be no obligation for the liquidator to draw up an inventory;
- he may, under his own responsibility, for special and determined transactions, delegate to one or several agents such powers he determines and for the period he fixes.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the undersigned notary by name, given name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French version:

L'an deux mille cinq, le trente décembre.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Frédéric Lemoine, juriste, demeurant à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de STICHTING BRAZIL HOLDING, une fondation de droit néerlandais avec siège d'exploitation à Amsteldijk 166-6, NL-1079 LH Amsterdam (Pays-Bas) et siège social à Amsterdam (Pays-Bas), en vertu d'une procuration sous seing privé du 29 décembre 2005,

laquelle procuration après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement,

lequel comparant a déclaré et requis le notaire instrumentaire d'acter:

1) Que STICHTING BRAZIL HOLDING, préqualifiée, est l'associé unique de la société à responsabilité limitée unipersonnelle ARGENTHOLD, S.à r.l., avec siège social à L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous section B numéro 91.996, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 12 février 2003, publié au Mémorial C, numéro 352 du 1^{er} avril 2003.

2) Que le capital social de la société est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400 EUR) divisé en cent vingt-quatre (124) parts sociales ayant chacune une valeur nominale de cent euros (100 EUR), entièrement libérées.

3) Ces faits exposés, l'associé prémentionné, représentant l'intégralité du capital social a décidé de prendre les résolutions suivantes conformes à l'ordre du jour:

Première résolution

L'associé unique décide la dissolution et la liquidation de la société.

Second resolution

L'associé unique décide de fixer le nombre des liquidateurs à un et de nommer Monsieur Hanspeter Krämer, réviseur d'entreprises, avec adresse professionnelle au 30, rue Schrobilgen, L-2526 Luxembourg, comme liquidateur de la société.

Troisième résolution

L'associé unique décide de déterminer les pouvoirs du liquidateur comme suit:

- le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour l'exécution de son mandat et en particulier ceux prévus par les articles 144 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, sans devoir recourir à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des associés dans les cas prévus par la loi;

- le liquidateur n'est pas obligé de dresser inventaire;

- il peut, sous sa responsabilité, pour des transactions spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires tels pouvoirs qu'il déterminera et pour la période qu'il fixera.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. Lemoine, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2006, vol. 151S, fol. 84, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2006.

P. Frieders.

(009092.3/212/89) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2006.

34284

FINESSE HOLDING S.A.H., Société Anonyme.
Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.
R. C. Luxembourg B 45.571.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 mai 2005

1. Renouvellement des mandats du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes

Conseil d'Administration:

- Monsieur Armand Distave, Conseiller Economique et Fiscal, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Raymond Le Lourec, Conseiller Fiscal, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Max Galowich, Juriste, demeurant à Luxembourg.

Commissaire aux Comptes:

LUX-AUDIT S.A., avec siège 57, avenue de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg.

Les mandats viendront à expiration à la clôture de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra à la date prévue dans les statuts.

Luxembourg, le 6 mai 2005.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2005, réf. LSO-BL09183. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(005042.3/3083/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

INTERNATIONAL HOLDING EVS, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 105.900.

L'an deux mille cinq, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Guy Hornick, expert-comptable, Luxembourg,

ci-après nommé «le comparant»,

agissant en vertu d'une décision du conseil d'administration de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée INTERNATIONAL HOLDING EVS S.A., ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, inscrite au R.C.S à Luxembourg, section B numéro 105.900, prise en sa réunion du 6 décembre 2005,

une copie de la résolution de ladite réunion, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter les déclarations suivantes:

1.- Que la société INTERNATIONAL HOLDING EVS S.A. à été constituée suivant acte reçu par le notaire Emile Schlessler en date du 7 janvier 2005, publié au Mémorial C n° 517 du 1^{er} juin 2005.

2.- Que le capital social de la société prédésignée s'élève actuellement à EUR 31.000,- (trente et un mille euros), représenté par 310 (trois cent dix) actions de catégorie A, 310 (trois cent dix) actions de catégorie B, 310 (trois cent dix) actions de catégorie C, 310 (trois cent dix) actions de catégorie D, 310 (trois cent dix) actions de catégorie E, 310 (trois cent dix) actions de catégorie F, 310 (trois cent dix) actions de catégorie G, 310 (trois cent dix) actions de catégorie H, 310 (trois cent dix) actions de catégorie I et 310 (trois cent dix) actions de catégorie J, d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune, entièrement souscrites et libérées.

3.- Qu'aux termes de l'alinéa 4 de l'article 5 des statuts, la société a un capital autorisé qui est fixé à EUR 310.000,- (trois cent dix mille euros), représenté par 3.100 (trois mille cent) actions de catégorie A, 3.100 (trois mille cent) actions de catégorie B, 3.100 (trois mille cent) actions de catégorie C, 3.100 (trois mille cent) actions de catégorie D, 3.100 (trois mille cent) actions de catégorie E, 3.100 (trois mille cent) actions de catégorie F, 3.100 (trois mille cent) actions de catégorie G, 3.100 (trois mille cent) actions de catégorie H, 3.100 (trois mille cent) actions de catégorie I et 3.100 (trois mille cent) actions de catégorie J, d'une valeur nominale EUR 10,- (dix euros) chacune.

4.- Que les alinéas 6 à 9 du même article 5 des statuts sont libellés comme suit:

«En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 7 janvier 2010, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article».

5.- Que dans sa réunion du 6 décembre 2005, le conseil d'administration a décidé de réaliser une tranche d'augmentation du capital autorisé de EUR 70.000,- (soixante-dix mille euros), pour le porter de son montant actuel de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) à EUR 101.000,- (cent un mille euros),

par l'émission de 7.000 (sept mille) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune, dont 700 (sept cents) actions de catégorie A, 700 (sept cents) actions de catégorie B, 700 (sept cents) actions de catégorie C, 700 (sept cents) actions de catégorie D, 700 (sept cents) actions de catégorie E, 700 (sept cents) actions de catégorie F, 700 (sept cents) actions de catégorie G, 700 (sept cents) actions de catégorie H, 700 (sept cents) actions de catégorie I et 700 (sept cents) actions de catégorie J, à libérer intégralement en numéraire et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes,

et d'accepter la souscription de ces nouvelles actions par l'actionnaire majoritaire, la société FIDCORP LIMITED, ayant son siège social à Gibraltar, 6 Watergardens, Suite 24, qui souscrit à toutes les 7.000 (sept mille) susdites actions nouvelles, moyennant une contribution en espèces de EUR 70.000,- (soixante-dix mille euros), une copie de cette déclaration de souscription restera annexée aux présentes,

les actionnaires minoritaires, Messieurs Guy Hornick et Luc Hansen, les deux demeurant à Luxembourg, ayant déclaré expressément renoncer à leur droit de souscription préférentiel, une copie de ces renoncations restera annexée aux présentes.

6.- Que la réalisation de l'augmentation de capital est constatée par le notaire instrumentant sur le vu des documents de souscription.

La somme de EUR 70.000,- (soixante-dix mille euros), se trouve être à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par certificat bancaire.

7.- Que suite à la réalisation de cette augmentation, le capital se trouve porté à EUR 101.000,- (cent un mille euros), de sorte que le premier alinéa de l'article 5 des statuts aura dorénavant la nouvelle teneur suivante:

«Le capital souscrit est fixé à EUR 101.000,- (cent un mille euros), représenté par 1.010 (mille dix) actions de catégorie A, 1.010 (mille dix) actions de catégorie B, 1.010 (mille dix) actions de catégorie C, 1.010 (mille dix) actions de catégorie D, 1.010 (mille dix) actions de catégorie E, 1.010 (mille dix) actions de catégorie F, 1.010 (mille dix) actions de catégorie G, 1.010 (mille dix) actions de catégorie H, 1.010 (mille dix) actions de catégorie I et 1.010 (mille dix) actions de catégorie J, d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société ou mis à sa charge en raison des présentes sont évalués approximativement à EUR 1.600,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation en langue du pays données au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Hornick, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2005, vol. 151S, fol. 49, case 7. – Reçu 700 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2006.

J. Delvaux.

(008227.3/208/85) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2006.

COVERDI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R. C. Luxembourg B 113.498.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- Monsieur Thierry Hellers, expert comptable, demeurant professionnellement à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

2.- Monsieur Philippe Leroy, directeur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal,

ici représenté par Monsieur Thierry Hellers, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de COVERDI S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'achat, la vente, la mise en valeur et la gestion d'un ou de plusieurs immeubles tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La société a, en outre, pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915.

Art. 7. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 8. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique.

Les réunions du conseil d'administration pourront se tenir également par conférence téléphonique ou par vidéo-conférence.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

La société se trouve engagée par la signature collective de deux administrateurs de la société, ou par la seule signature de toutes personnes auxquelles pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 10. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième jeudi du mois de juin à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2006.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2007.

Souscription et libération

Les comparants précités ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1.- Monsieur Thierry Hellers, préqualifié, cent cinquante-cinq actions	155
2.- Monsieur Philippe Leroy, préqualifié, cent cinquante-cinq actions	155
Total: trois cent dix actions.	310

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires aux comptes à un.

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Philippe Leroy, directeur de sociétés, né à Enghien-les-Bains (France), le 26 septembre 1978, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal;

b) Monsieur Gernot Kos, expert comptable, né à Eisenstadt (Autriche), le 23 janvier 1970, demeurant professionnellement à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers;

c) Monsieur Thierry Hellers, expert comptable, né à Luxembourg, le 13 septembre 1968, demeurant professionnellement à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société à responsabilité limitée ABROAD FIDUCIAIRE, S.à r.l., avec siège social à L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins, R.C.S. Luxembourg section B numéro 107.654.

4.- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

5.- Le siège social est établi à L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

6.- Le conseil d'administration est autorisé à nommer un ou plusieurs de ses membres aux fonctions d'administrateur-délégué.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: T. Hellers, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 5 janvier 2006, vol. 535, fol. 24, case 11. – Reçu 310 euros.

Le Receveur ff. (signé): Bentner.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 20 janvier 2006.

J. Seckler.

(008251.3/231/142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2006.

B.C. HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R. C. Luxembourg B 64.560.

In the year two thousand five, on twentieth of December.
Before Maître Frank Baden, notary, residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of B.C. HOLDINGS S.A. (the «Company»), a société anonyme, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the trade and companies' register in Luxembourg under section B number 64.560, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 22 May 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 10 August 1998, number 579. The articles of incorporation were last modified pursuant to a deed by the undersigned notary on 29 June 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 29 September 1999, number 723.

The meeting was opened at 11.25 a.m. with Mr A. Richard Moore Jr., director, residing in El Paso, Texas, USA, in the chair,

who appointed as secretary Mr Claude Niedner, lawyer, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Ryan Cregeen, Vice-President of SECURITY CAPITAL EUROPEAN REALTY, residing in London, United Kingdom.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Change of the legal form of the Company from a société anonyme into a société à responsabilité limitée;
2. Change of the denomination of the Company from B.C. HOLDINGS S.A. into B.C. HOLDINGS, S.à r.l.;
3. Restructuring of the share capital of the Company as a result of the increase of the par value of the shares from USD 10.- to USD 50.- and reallocation of the shares;
4. Determination of the number and appointment of the first managers, determination of the term of their offices;
5. Full restatement of the articles of incorporation of the Company as a result of the amendment of all of the articles of incorporation of the Company the corporate purpose remaining the same. Concerning more particularly article 1 the wording thereof shall henceforth read as follows:

Art. 1. «There exists, a company with limited liability (société à responsabilité limitée) which shall be governed by the laws pertaining to such an entity as well as by the present articles.»

6. Miscellaneous.

II.- That the shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III.- That the entire share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV.- That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to change the legal form of the Company in order to transform it from its current form as a société anonyme into a société à responsabilité limitée and to fully restate the articles of incorporation in order to adapt them to the new legal form of the Company.

The meeting hereby authorizes Mr Claude Niedner, lawyer, with professional address at 14, rue Erasme, L-2010 Luxembourg, to amend the shareholders' register of the Company held at the Company's registered office in order to reflect the above mentioned change of the legal form of the Company.

Second resolution

The meeting decides to amend the name of the Company from B.C. HOLDINGS S.A. into B.C. HOLDINGS, S.à r.l.

Third resolution

The meeting resolves to restructure the share capital of the Company in order to comply with the Luxembourg legal provisions in relation to a société à responsabilité limitée. Therefore the meeting decides that the par value of the shares of the Company will be increased from ten United States Dollars (USD 10.-) to fifty United States Dollars (USD 50.-) and that the number of issued shares of the Company will be reduced from four thousand (4,000) shares to eight hundred (800) shares.

As a result of such resolution SECURITY CAPITAL EUROPEAN REALTY will hold seven hundred and ninety-nine (799) shares in the Company and CWE PROPERTY HOLDINGS, S.à r.l. will hold one (1) share in the Company.

Fourth resolution

The meeting decides to set the number of managers at two (2) and to appoint the following persons, being the actual directors of the Company as managers of the Company:

a) A. Richard Moore, Jr. born on 25 August 1945, residing at 201 E. Main, 4th Floor, El Paso, Texas 79901, USA, and
b) Ryan Cregeen born on 23 April 1972, residing at Batchworth House, Batchworth Place, Church Street, Herts WD3 1JE, United Kingdom.

The term of office of the managers shall end at the general meeting called to approve the annual accounts as of 31 December 2005.

Fifth resolution

The meeting decides to fully restate the articles of incorporation of the Company, so as to read as follows:

Title I.- Name, Purpose, Duration, Registered Office

Art. 1. There exists a company with limited liability (société à responsabilité limitée) which shall be governed by the laws pertaining to such an entity as well as by the present articles.

Art. 2. The Company will assume the name of B.C. HOLDINGS, S.à r.l.

Art. 3. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign companies, the ownership of real estate and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, control, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures. In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation of a commercial, industrial or financial nature, and carry out any activities which it may deem directly or indirectly useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 4. The Company is formed for an illimited period of time.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a resolution of the general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

Title II.- Share Capital, Shares

Art. 6. The Company's share capital is fixed at forty thousand United States Dollars (USD 40,000.-), consisting of eight hundred (800) shares at a par value of fifty United States Dollars (USD 50.-) per share. Each share is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be changed at any time under the conditions specified by law. Shares available for subscription shall be offered to the existing shareholders on a preferential and ratable basis.

Art. 8. Each share carries a right to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. The shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognize only one holder per share. The joint owners must appoint one single representative to represent them vis-à-vis the Company.

Art. 10. The Company's shares are freely transferable between shareholders. Inter vivos, they may only be disposed of to persons who are not existing shareholders with the agreement of a general meeting of shareholders at which at least three quarters of the share capital is present or represented, according to the conditions set out in article 11. In the event of the death of a shareholder, the same approval must be obtained for a transfer of the shares of the deceased shareholder to a person who is not an existing shareholder. However, the approval of a general meeting of shareholders is not required in the event that the shares are transferred either to ancestors, descendants or the surviving spouse of the deceased shareholder.

Art. 11. A shareholder who wishes to transfer all or part of his shares must inform the other shareholders by registered mail, indicating the number of shares which he wishes to transfer and the names, first names, occupations and domiciles of the proposed transferees.

The other shareholders have a right of pre-emption in respect of the shares which it is proposed to transfer. This right is ratable to the proportion of shares held by each shareholder. The non-exercise, in total or in part, of the shareholders right of pre-emption increases the rights of other shareholders. Shares may never be divided; if the number of shares to be transferred is not exactly proportional to the number of shares in respect of which the right of pre-emption is exercised, the surplus of shares shall, in the absence of agreement, be allocated at random. A shareholder who intends to exercise his right of pre-emption must inform the other shareholders by registered mail within two months of receipt of the letter informing him of the request for transfer, failing which he shall lose his right of pre-emption.

For the exercise of the rights originating from an increase which is occasioned by the failure of another shareholder to avail of his pre-emptive right pursuant to the provisions of the preceding paragraph, shareholders will be entitled to an additional period of one month commencing on the expiration of the two months' term granted to the shareholders to make known their intention concerning the exercise of the right of pre-emption.

The price payable in respect of these shares shall be agreed between transferor and transferee(s) or in the absence of agreement, a tax and accountancy expert shall be appointed by agreement between transferor and transferee(s) and

in the event that the parties fail to agree on such appointment, by an independent expert appointed by the commercial court which has competence over the Company, at the request of the first of the parties to apply.

The expert shall furnish a report on the price within the month following his nomination. He shall have access to all records and other documents of the Company which he requires to carry out this task.

Art. 12. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders.

Art. 13. The creditors, legal successors or heirs may not, for any reason, seal assets or documents of the Company.

Title III.- Administration

Art. 14. The Company is managed by one or several managers, who need not be shareholders of the Company. Vis-à-vis third parties, the manager(s) has (have) the most extensive power to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of shareholders which determines the term of its (their) office. He (they) may be dismissed freely at any time.

The Company is bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there are several managers, by the individual signature of any manager.

Art. 15. The Company shall not be dissolved by reason of the death or resignation of a manager.

Art. 16. The manager(s) shall not assume, by reason of their position, personal liability in relation to commitments validly made by them in the name of the Company. They are authorized agents and are only responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he shall not be entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of settlement, indemnification shall only be provided in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled. The Company shall advance litigation-related expenses to a manager or officer if the corporation's legal counsel determines that indemnification by the Company is likely and if the manager or officer agrees to repay any advance if he is determined not to be entitled to indemnification.

Art. 17. Each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. The voting rights of each shareholder shall be equal to the number of shares held by such shareholder. Each shareholder may appoint a proxy to represent him at meetings.

Art. 18. Collective decisions shall be adopted at a general assembly by a majority vote of shareholders in accordance with the provisions of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended. Resolutions to amend these articles and particularly to liquidate the Company may only be taken by a majority vote of shareholders representing three quarters of the Company's share capital.

If the Company has only one shareholder, his decisions shall be recorded in a register held at the registered office of the Company.

Art. 19. The accounting year of the Company shall commence on the first of January and terminate on thirty-first of December.

Art. 20. Each year on the thirty-first of December the books shall be closed and the manager(s) shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Five per cent of the net profits shall be set aside for the establishment of the reserve required by law, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance is freely available to the general meeting of shareholders.

Title IV.- Winding-up, Liquidation

Art. 22. At the time of the winding-up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be shareholders, appointed by the shareholders who will fix their powers and remuneration.

Art. 23. For any matters not specifically regulated by these articles, the shareholders shall refer to the current legal provisions.

Transitional dispositions

The current financial year shall terminate on 31 December 2005.

The current shareholders of the Company are SECURITY CAPITAL EUROPEAN REALTY, a public limited company (société d'investissement à capital fixe), with registered office at L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt, registered in the Trade Register of Luxembourg under number B 61.389, holder of seven hundred ninety-nine (799) shares and CWE PROPERTY HOLDINGS, S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office at L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt, registered in the Trade Register of Luxembourg under number B 63.633, holder of one (1) share.

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, at the Hotel Royal, boulevard Royal, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person(s), the present deed is worded in English, followed by a French translation; on the request of the same appearing person(s), the English version will prevail in case of differences between the English and French text.

The document having been read to the persons appearing, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt décembre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société B.C. HOLDINGS S.A. (la «Société»), une société anonyme ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 64.560, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 22 mai 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 10 août 1998, numéro 579. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 29 juin 1999, publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 29 septembre 1999, numéro 723.

L'Assemblée est ouverte à 11.25 heures sous la présidence de Monsieur A. Richard Moore Jr., directeur, demeurant à El Paso, Texas, Etats-Unis d'Amérique,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Claude Niedner, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Ryan Cregeen, vice-président de SECURITY CAPITAL EUROPEAN REALTY, demeurant à Londres, Royaume-Uni.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Modification du statut juridique de la Société d'une société anonyme en une société à responsabilité limitée;
2. Changement de dénomination de la Société de B.C. HOLDINGS S.A. en B.C. HOLDINGS, S.à r.l.;
3. Restructuration du capital social de la Société du fait de l'augmentation de la valeur nominale des parts sociales de USD 10,- à USD 50,- et réallocation des parts sociales;
4. Détermination du nombre et nomination des membres initiaux du conseil de gérance et fixation du terme des mandats;
5. Refonte complète des statuts de la Société suite à la modification de l'ensemble des articles des statuts de la Société, l'objet sociale de la Société restant le même. En ce qui concerne plus particulièrement l'article 1^{er}, son libellé doit dorénavant être lu comme suit:

Art. 1^{er}. «Il existe une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents Statuts.»

6. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, et tous les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV.- Que la présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier le statut juridique de la Société de sa forme actuelle de société anonyme en une société à responsabilité limitée et de procéder à une refonte totale des statuts afin de les adapter au nouveau statut juridique de la Société.

L'assemblée donne pouvoir à Monsieur Claude Niedner, avocat, ayant son adresse professionnelle au 14, rue Erasme, L-2010 Luxembourg, aux fins de modifier le registre des actionnaires de la Société tenu au siège social de la Société, afin qu'il reflète le changement précité de statut juridique de la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la Société de B.C. HOLDINGS S.A. en B.C. HOLDINGS, S.à r.l.

Troisième résolution

L'assemblée décide de restructurer le capital social de la Société afin de se conformer aux dispositions légales luxembourgeoises concernant la société à responsabilité limitée. Par conséquent, l'assemblée décide que la valeur nominale

des parts sociales de la Société sera portée de dix dollars des Etats-Unis (USD 10,-) à cinquante dollars des Etats-Unis (USD 50,-) et que les parts sociales émises de la Société seront réduites de quatre mille (4.000) parts sociales à huit cents (800) parts sociales.

En conséquence de cette résolution, SECURITY CAPITAL EUROPEAN REALTY détiendra sept cent quatre-vingt-dix-neuf (799) parts sociales de la Société et CWE PROPERTY HOLDINGS, S.à r.l. détiendra une (1) part sociale de la Société.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de fixer le nombre de gérants à deux (2) et de nommer les personnes suivantes, étant les administrateurs actuels de la Société au conseil de gérance:

a) Monsieur A. Richard Moore, Jr., né le 25 août 1945, demeurant au 201 E. Main, 4th Floor, El Paso, Texas 79901, Etats-Unis d'Amérique, et

b) Monsieur Ryan Cregeen, né le 23 avril 1972, demeurant à Batchworth House, Batchworth Place, Church Street, Rickmansworth, Herts WD3 1JE, United Kingdom.

Le mandat des gérants prend fin lors du conseil de gérance portant sur l'approbation des comptes annuels du 31 décembre 2005.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société, qui devront désormais être lus comme suit:

Titre I^{er}.- Dénomination, Objet, Durée, Sièg

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. La Société prend la dénomination de B.C. HOLDINGS, S.à r.l.

Art. 3. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et/ou étrangères, la propriété de biens immobiliers et toute autre forme d'investissement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière d'actions, d'obligations, de dettes et d'autres valeurs mobilières de toutes espèces, ainsi que la propriété, l'administration, le contrôle, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à l'établissement et au développement de toute entreprise financière, industrielle ou commerciale au Luxembourg et à l'étranger et peut leur fournir toute assistance, que ce soit par voie de prêts, de garanties ou autres.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, et procéder à l'émission d'obligations et d'autres dettes. En général, elle peut prendre des mesures de contrôle et de supervision, effectuer toute opération de nature commerciale, industrielle ou financière, et poursuivre toute activité qui se révèle directement ou indirectement utile dans l'accomplissement et le développement de son objet.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale de ses associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales soit au Luxembourg soit à l'étranger.

Titre II.- Capital Social, Parts Sociales

Art. 6. Le capital social de la Société est fixé à quarante mille dollars des Etats-Unis (USD 40.000,-), représenté par huit cents (800) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante dollars des Etats-Unis (USD 50,-) chacune. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social peut à tout moment être modifié selon les conditions prévues par la loi. Les parts à souscrire seront offertes aux associés existants, proportionnellement à la part du capital social représentée par leurs parts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social dans le respect des conditions prévues à l'article 11. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant le même agrément. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 11. L'associé qui veut céder tout ou partie de ses parts sociales doit en informer les autres associés par lettre recommandée en indiquant le nombre de parts sociales dont la cession est demandée, les noms, prénoms, professions et domiciles des cessionnaires proposés.

Les autres associés auront alors un droit de préemption pour le rachat des parts sociales dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun des associés. Le non-exercice, total ou partiel, par un associé de son droit de préemption accroît celui des autres.

En aucun cas, les parts sociales ne pourront être fractionnées: si le nombre de parts sociales à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des parts sociales pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les parts sociales en excédant seront, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort. L'associé qui entend exercer son droit de préemption doit en informer les autres associés par lettre recommandée dans les deux mois suivant la réception de la lettre l'avisant de la demande de cession, faute de quoi il sera déchu de son droit de préemption.

Pour l'exercice des droits provenant de l'accroissement occasionné par le défaut d'un associé de se prévaloir de son droit de préemption conformément aux dispositions de l'alinéa précédant, les associés jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de deux mois imparti aux associés pour faire connaître leur intention quant à l'exercice du droit de préemption.

Le prix payable pour l'acquisition de ces parts sociales sera déterminé d'un commun accord entre le cédant et le ou les cessionnaire(s), et à défaut, par un expert-comptable et fiscal désigné d'un commun accord par le cédant et le ou les cessionnaire(s), et en cas de désaccord, par un expert indépendant nommé par le tribunal de commerce du ressort du siège social de la Société à la requête de la partie la plus diligente.

L'expert rendra son rapport sur la détermination du prix dans le mois qui suit la date de sa nomination. L'expert aura accès à tous les livres et autres documents de la Société qu'il jugera indispensables à la bonne exécution de sa mission.

Art. 12. Le décès, la suspension de ses droits civils, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 13. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens ou documents de la Société.

Titre III.- Administration

Art. 14. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non qui, vis-à-vis des tiers, ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat. Ils sont librement et à tout moment révocables.

La Société n'est engagée en toutes circonstances, que par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle d'un des gérants.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relative aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société pourra indemniser tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et autres ayants droit, des dépenses raisonnablement occasionnées par tous actions ou procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant, ou de fondé de pouvoir de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, gérant, ou fondé de pouvoir de toute autre société, dont la Société est actionnaire ou créditriche et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf au cas où dans pareils actions ou procès il serait finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise gestion; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que la personne en question n'a pas commis de manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans son chef. La Société avancera au gérant ou au fondé de pouvoir les frais en relation avec tout procès, si l'avocat-conseil de la Société décide que l'indemnisation par la Société est probable et si le gérant ou le fondé de pouvoir consent à repayer toute avance s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à cette indemnisation.

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égale au nombre de parts qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire.

Art. 18. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Toutefois, les résolutions concernant la modification des Statuts et plus particulièrement la liquidation de la Société ne pourront uniquement être prises que par une majorité d'associés représentant les trois quarts du capital social.

Au cas où la Société n'aurait qu'un seul associé, ses décisions seront consignées dans un registre conservé au siège social de la Société.

Art. 19. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 20. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 21. Sur les bénéfices nets, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés.

Titre IV.- Dissolution, Liquidation

Art. 22. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas régi par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Dispositions transitoires

L'exercice social actuel finira le 31 décembre 2005.

Les associés actuels de la Société sont SECURITY CAPITAL EUROPEAN REALTY, une société d'investissement à capital fixe, avec siège à L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 61.389, titulaire de sept cent quatre-vingt-dix-neuf (799) parts sociales, et CWV PRO-PERTY HOLDINGS, S.à r.l., société à responsabilité limitée, avec siège à L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 63.633, titulaire de une (1) part sociale.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait passé à Luxembourg, à l'Hôtel Royal, boulevard Royal, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du/des comparant(s), le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du/des même(s) comparant(s), le texte anglais fera foi en cas de divergences entre les deux.

Et après lecture faite aux comparants, les comparants ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A.R. Moore Jr., C. Niedner, R. Cregeen, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2005, vol. 151S, fol. 62, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société, sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2006.

F. Baden.

(008621.3/200/390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2006.

B.C. HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 64.560.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F. Baden.

(008625.3/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2006.

GOLFSTAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 35.208.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 1^{er} septembre 2005 à 15.00 heures à Luxembourg

L'Assemblée accepte, à l'unanimité, la démission de Messieurs Georges Philippe, Eduardo Varela et Guido Banholzer de leur poste d'administrateur.

Par ailleurs, l'Assemblée accepte, à l'unanimité, la démission de la société BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE, Luxembourg de son poste de commissaire aux comptes.

L'Assemblée décide à l'unanimité de nommer:

- Monsieur Jean Quintus, administrateur de sociétés, demeurant rue Fischbach 11, L-7391 Blaschette,
- Monsieur Koen Lozie, administrateur de société, demeurant rue des Sacrifiés, 18 à L-8356 Garnich,
- La société COSAFIN S.A., société anonyme, 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg.

L'Assemblée décide également, à l'unanimité, de nommer au poste de commissaire aux comptes:

- H.R.T. REVISION, S.à r.l., réviseur d'entreprises, domiciliée au 23, Val Fleuri à L-1526 Luxembourg.

Les mandats des nouveaux administrateurs et du nouveau commissaire aux comptes viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2005.

De plus, l'assemblée décide, à l'unanimité, de transférer le siège social de la société au 10, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg.

Pour le Conseil d'Administration

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2005, réf. LSO-BL00873. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(005044.3/1172/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

LEKEREN HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 44.096.

L'an deux mille cinq, le seize décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de LEKEREN HOLDING S.A., une société anonyme holding, établie et ayant son siège social à L-1736 Senningerberg, Aerogolf Center, 1A, Heienhaff, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 44.096, constituée suivant acte notarié en date du 21 mai 1993, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 396 du 31 août 1993 (ci-après: «la Société»). Les statuts ont été modifiés suivant acte notarié du 16 août 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 311 du 27 avril 2001.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Thierry Schmit, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Armelle Beato, employée privée, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Mademoiselle Geneviève Baué, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1.- Transfert du siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

2.- Modification afférente des statuts.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de transférer le siège social de la Société de L-1736 Senningerberg, Aerogolf Center, 1A, Heienhaff à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

En conséquence, le deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts et l'article 11 des statuts sont modifiés et auront désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. (deuxième alinéa). «Le siège social est établi à Luxembourg.»

Version anglaise de la phrase précédente:

«Said company shall have its principal office in Luxembourg.»

Art. 11. «L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le quatrième jeudi du mois de mars à 15.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.»

Version anglaise de l'article 11 des statuts:

«The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the fourth Thursday in the month of March at 3.00 p.m.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au nouveau siège social de la Société, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: T. Schmit, A. Beato, G. Baué, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 23 janvier 2006, vol. 899, fol. 62, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 19 janvier 2006.

J.-J. Wagner.

(008500.3/239/61) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2006.

LEKEREN HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 44.096.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2006.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 19 janvier 2006.

J.-J. Wagner.

(008501.3/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2006.

L.D.I., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 113.523.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le vingt-huit novembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

La société anonyme de droit luxembourgeois GOLDEN BIRD S.A., établie et ayant son siège social à L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse, R.C.S. Luxembourg section B numéro 99.456, ici représentée par Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant à L-6410 Echternach, 11, Impasse Alferweiher, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente.

Titre I^{er}.- Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de L.D.I., S.à r.l.

Art. 3. La société a pour objet toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public.

Elle pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II.- Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Les parts sociales ont été souscrites par l'associé unique La société anonyme de droit luxembourgeois GOLDEN BIRD S.A., établie et ayant son siège social à L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse, R.C.S. Luxembourg section B numéro 99.456.

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses co-associés.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III.- Administration et gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV.- Dissolution - Liquidation

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V.- Dispositions générales

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2005.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, à huit cent cinquante euros.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi à L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

2.- Est nommé gérant de la société:

Monsieur Loïc Delor, chef d'entreprise, né le 24 juillet 1973 à Poitiers (France), demeurant 62 Butt Lane, Cambridge, CB4 6DG (Grande-Bretagne).

3.- La société est engagée par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ès-qualité, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. Thill, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 9 décembre 2005, vol. 534, fol. 87, case 1. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 13 janvier 2006.

J. Seckler.

(008489.3/231/121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2006.

MULTI METAL INVESTMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Share capital: EUR 1,252,225.-.

Registered office: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 104.878.

In the year two thousand and five, on the sixteenth of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

LGB-K, LLC, a limited liability company incorporated under the laws of the State of Delaware, with registered Office at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, county of New Castle, Delaware,

being the sole shareholder of MULTI METAL INVESTMENT, S.à r.l., (the «Company») a société à responsabilité limitée, with registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the trade and companies' register of Luxembourg under section B number 104.878, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 13 December 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, of 18 March 2005, number 245. The articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of the undersigned notary on May 10, 2005, published Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, of October 21, 2005, number 1075,

duly represented by Ms Ute Bräuer, Maître en droit, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy,

which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

The appearing party representing the whole corporate capital then deliberate upon the following agenda:

Agenda:

1. Creation of two categories of managers.

2. Subsequent amendment of article 10 of the articles of incorporation of the Company that now reads as follow:

«**Art. 10.** The Company is managed by one or several managers, who do not need to be members. In dealings with third parties, the manager(s) has (have) the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all transactions consistent with the Company's object. There may be two classes of managers: Class A managers and Class B managers.

The managers are appointed by the general meeting of members which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

In case of several classes of managers, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of any Class A manager together with a Class B manager.

Special and limited powers may be delegated for determined affairs to one or more agents, either members or not.» and has taken the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to create two categories of managers.

Second resolution

Further the foregoing resolution, article 10 of the articles of incorporation of the Company is amended and now reads as follow:

«**Art. 10.** The Company is managed by one or several managers, who do not need to be members. In dealings with third parties, the manager(s) has (have) the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all transactions consistent with the Company's object. There may be two classes of managers: Class A managers and Class B managers.

The managers are appointed by the general meeting of members which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

In case of several classes of managers, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of any Class A manager together with a Class B manager.

Special and limited powers may be delegated for determined affairs to one or more agents, either members or not.»

Estimation of costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses in any form whatsoever which the company incurs or for which it is liable by reason of this deed is approximately at EUR 900.-.

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary, who has personal knowledge of the English language, herewith states that on request of the appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg, on the date set at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing person, the proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le seize décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

LGB-K, LLC, une société constituée et régie selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, établie et ayant son siège social à Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, county of New Castle, Delaware, Etat-Unis d'Amérique,

étant la seule associée de MULTI METAL INVESTMENT, S.à r.l., (la «Société») une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 104.878, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 13 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 18 mars 2005, numéro 245, dont les statuts furent modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 10 mai 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 21 octobre 2005, numéro 1075,

ici représentée par Madame Ute Bräuer, Maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a délibéré sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Création de deux catégories de gérants.
2. Modification subséquente de l'article 10 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 10.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérant(s), associé(s) ou non qui, vis-à-vis des tiers, ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Il y aura deux catégories de gérants: les gérants de catégorie A et les gérants de catégorie B. Le ou les gérant(s) sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat. Ils sont librement et à tout moment révocables et sans cause spécifique. En cas de pluralité de gérants, la Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de tout gérant de catégorie A ensemble avec un gérant de catégorie B.

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoir, associées ou non.»

et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de créer de 2 catégories de gérants.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'article 10 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 10.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérant(s), associé(s) ou non qui, vis-à-vis des tiers, ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Il y aura deux catégories de gérants: les gérants de catégorie A et les gérants de catégorie B.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat. Ils sont librement et à tout moment révocables et sans cause spécifique. En cas de pluralité de gérants, la Société n'est engagée en toutes circonstances que par la signature conjointe de tout gérant de catégorie A ensemble avec un gérant de catégorie B.

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoir, associées ou non.»

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital est évalué à la somme de EUR 900,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, même date qu'en tête.
Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: U. Bräuer, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 23 décembre 2005, vol. 434, fol. 60, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 5 janvier 2006.

H. Hellinckx.

(008975.3/242/121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2006.

MULTI METAL INVESTMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.252.225,-.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 104.878.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 5 janvier 2006.

H. Hellinckx.

(008976.3/242/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2006.

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 25.459.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 2 février 2006

L'Assemblée décide à l'unanimité des voix de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Yves Prussen, pour une durée de deux ans. Son mandat viendra donc à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera tenue en 2008, statuant sur les comptes clôturés au 30 septembre 2007.

L'assemblée prend acte que Monsieur Patrice Bonnewijn a exprimé son souhait de ne pas aller au terme de son mandat d'administrateur, lequel vient à échéance lors de l'Assemblée Générale de 2007.

L'assemblée, après avoir pris acte de cette démission, décide de nommer Monsieur Patrice Bonnewijn en qualité d'administrateur honoraire à compter de ce jour.

A l'issue de l'Assemblée, le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

Alain Philippson, Président

Alain Schockert, Vice-Président

Ricardo Portabella, Vice-Président

Alain Siaens, Administrateur

Michel Goreux, Administrateur

Jean Nassau, Administrateur

Yves Prussen, Administrateur

Claude Meiers, Administrateur

Patrick Keusters, Administrateur-délégué

Geert De Bruyne, Administrateur-délégué

Marcel Degroof, Président honoraire

Jacques Planchard, Président honoraire

Patrick Bonnewijn, Administrateur honoraire

Pour extrait conforme

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

G. de Bruyne / P. Keusters

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2006, réf. LSO-BO04074. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

Extrait du Conseil d'Administration du 8 décembre 2005

Le Conseil d'Administration renouvelle le mandat du réviseur KPMG AUDIT pour un nouvel exercice.

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

G. de Bruyne

Administrateur-délégué

Enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2006, réf. LSO-BO04075. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(031494/034/41) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2006.

STODIEK BETEILIGUNG I, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Registered office: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 113.244.

In the year two thousand and five, on the eighth day of the month of December.
Before Maître Jean Seckler, notary residing at Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

The public limited company (société anonyme) STODIEK EUROPA IMMOBILIEN A.G., registered at «Handelsregister B des Amtsgerichts Bonn», under number HRB 8127, with its registered office in D-53177 Bonn, Germany, Zanderstrasse 5,

represented by Mr Paul Marx, docteur en droit, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the attorney and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as here above stated, has requested the undersigned notary to state that:

I. the public limited company (société anonyme) STODIEK EUROPA IMMOBILIEN A.G., pre-named, represented by Mr Paul Marx, pre-named, is the sole member of the private limited company STODIEK BETEILIGUNG I, S.à r.l., having its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, hereinafter referred to as «the Company», constituted by a deed of the undersigned notary on the 17th of November 2005, not yet published in the *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C*, and not yet registered in the R.C.S. Luxembourg section B;

II. the subscribed capital is fixed at fifty thousand Euro (EUR 50,000.-) represented by two thousand (2,000) sharequotas of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, which have been entirely subscribed and paid-up by the sole member, the public limited company (société anonyme) STODIEK EUROPA IMMOBILIEN A.G., pre-named;

III. the public limited company (société anonyme) STODIEK EUROPA IMMOBILIEN A.G., pre-named, in its capacity of sole member of the company STODIEK BETEILIGUNG I, S.à r.l., represented as here above stated, then took the following resolutions:

First resolution

The sole member resolved to increase the corporate capital by an amount of sixty-six million one hundred fifty-five thousand and four hundred Euro (EUR 66,155,400.-) so as to raise it from its present amount of fifty thousand Euro (EUR 50,000.-) to sixty-six million two hundred five thousand and four hundred Euro (EUR 66,205,400.-), by the issue of two million six hundred forty-six thousand two hundred and sixteen (2,646,216) new sharequotas with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, vested with the same rights and obligations as the existing sharequotas.

Subscription - Payment

There now appeared:

Mr Paul Marx, pre-named.

Who declares subscribing in the name and on behalf of the pre-named public limited company (société anonyme) STODIEK EUROPA IMMOBILIEN A.G.:

a) three hundred fifty-nine thousand eight hundred and forty (359,840) new sharequotas and fully paying said shares by contribution in kind of thirty-two thousand four hundred and ninety-nine (32,499) shares representing ninety-nine point ninety-nine percent (99.99%) of the issued capital of the company STODIEK ARIANE I S.A., R.C.S. Luxembourg B 66.603, with its registered office at L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}, valued at eight million nine hundred and ninety-six thousand Euro (EUR 8,996,000.-) in accordance with the attached certificate;

b) three hundred two thousand nine hundred and seventy-two (302,972) new sharequotas and fully paying said shares by contribution in kind of thirty-two thousand four hundred and ninety-nine (32,499) shares representing ninety-nine point ninety-nine percent (99.99%) of the issued capital of the company STODIEK ARIANE II S.A., R.C.S. Luxembourg B 66.604, with its registered office at L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}, valued at seven million five hundred seventy-four thousand and three hundred Euro (EUR 7,574,300.-) in accordance with the attached certificate;

c) two hundred eleven thousand one hundred and fifty-six (211,156) new sharequotas and fully paying said shares by contribution in kind of thirty-two thousand four hundred and ninety-nine (32,499) shares representing ninety-nine point ninety-nine percent (99.99%) of the issued capital of the company STODIEK ARIANE III S.A., R.C.S. Luxembourg B 66.605, with its registered office at L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}, valued at five million two hundred seventy-eight thousand and nine hundred Euro (EUR 5,278,900.-) in accordance with the attached certificate;

d) three hundred ninety-one thousand eight hundred and four (391,804) new sharequotas and fully paying said shares by contribution in kind of a sharequota representing ninety-nine percent (99%) of the issued capital of the private limited company STODIEK ITALIA S.r.l., registered at the Milan Chamber of Commerce under REA number 1583259, with its registered office at I-Milan, via Clemente Prudenziio 16, valued at nine million seven hundred ninety-five thousand and one hundred Euro (EUR 9,795,100.-) in accordance with the attached certificate;

e) five hundred sixty-four thousand six hundred and twelve (564,612) new sharequotas and fully paying said shares by contribution in kind of a sharequota representing ninety-nine percent (99%) of the issued capital of the private limited company STODIEK IMMOBILIARE S.r.l., registered at the Milan Chamber of Commerce under REA number 1613610, with its registered office at I-Milan, via Clémente Prudenziio 16, valued at fourteen million one hundred fifteen thousand and three hundred Euro (EUR 14,115,300.-) in accordance with the attached certificate;

f) three hundred twenty-three thousand one hundred and forty-four (323,144) new sharequotas and fully paying said shares by contribution in kind of ten thousand (10,000) shares representing one hundred percent (100%) of the issued

capital of the public limited company STODIEK LISBOA - PROMOCAO E CONSTRUCAO DE IMOVEIS, S.A., registered in the Commercial registry of Lisbon under number 8919, with its registered office at Portugal, Lisboa, Rua Castilho, 6° esq., valued at eight million seventy-eight thousand and six hundred Euro (EUR 8,078,600.-) in accordance with the attached certificate;

g) one hundred seventy-four thousand eight hundred and forty-eight (174,848) new sharequotas and fully paying said shares by contribution in kind of ten thousand (10,000) shares representing one hundred percent (100%) of the issued capital of the public limited company STODIEK PORTUGAL - SOCIEDADE IMOBILIARIA, S.A., registered in the Commercial registry of Lisbon under number 2701, with its registered office at Portugal, Lisboa, Rua Augusto dos Santos n°, 4°, valued at four million three hundred seventy-one thousand and two hundred Euro (EUR 4,371,200.-) in accordance with the attached certificate;

h) three hundred seventeen thousand eight hundred and forty (317,840) new sharequotas and fully paying said shares by contribution in kind of two hundred (200) shares representing one hundred percent (100%) of the issued capital of the public limited company STODIEK INMOBILIARIA S.A., registered in the Commercial Register under Page M-260861, Volume 15512, Folio 1, with its registered office at P° Castellana 120 (5° izq), Spain, 28046 Madrid, valued at seven million nine hundred and forty-six thousand Euro (EUR 7,946,000.-) in accordance with the attached certificate.

The above mentioned certificates («Contribution»), after having been signed ne varietur by the attorney and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Subscriber, acting through its duly appointed attorney in fact declares that it subsists no impediments to the free transferability of the Contribution to the Company without any restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution to the Company.

Proof of the legal and beneficial ownership of the Contribution has been given to the undersigned notary.

The Subscriber states together with the Company that they will accomplish all formalities concerning the valid transfer to the Company of the Contribution.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, article six of the articles of association is amended as follows:

«**Art. 6.** The corporate capital is set at sixty-six million two hundred and five thousand four hundred Euro (66,205,400.- EUR) represented by two million six hundred forty-eight thousand two hundred and sixteen (2,648,216) sharequotas of twenty-five Euro (25.- EUR) each, which have been all subscribed by the sole shareholder, the public limited company STODIEK EUROPA IMMOBILIEN A.G., registered at «Handelsregister B des Amtsgerichts Bonn», under number HRB 8127, with its registered office at D-53177 Bonn, Germany, Zanderstrasse 5.

When and as long as all the sharequotas are held by one person, the company is a one person company in the sense of article 179(2) of the amended law concerning trade companies; in this case, the articles 200-1 and 200-2 among others of the same law are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The company may acquire its own sharequotas provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.»

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at six thousand five hundred Euro, the present increase of capital being an increase with receipts of the fixed registration fee by the Luxembourg registration office, in accordance with the European Council Directive of July 19, 1969 (335), modified by the Directives of April 9, 1973 and of June 10, 1985 (contribution of shares representing more than 65% of the capital of an EU company to another EU company - article 4-2 of the Law dated December 29, 1971).

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with notary this original deed.

Es Folgt die deutsche Fassung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünf, am achten Dezember.

Vor Maître Jean Seckler, Notar mit dem Amtssitz in Junglinster (Grossherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Die Aktiengesellschaft STODIEK EUROPA IMMOBILIEN A.G., eingetragen im Handelsregister B des Amtsgerichts Bonn unter Nummer HRB 8127, mit Sitz in D-53177 Bonn, Deutschland, Zanderstrasse 5, vertreten durch Herrn Paul Marx, docteur en droit, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht.

Diese Vollmacht wird nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde beigelegt werden, um mit ihr einregistriert zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie vorher erwähnt, beauftragte den unterzeichneten Notar zu beurkunden, dass:

I. die Aktiengesellschaft STODIEK EUROPA IMMOBILIEN A.G., vorbenannt, vertreten durch Herrn Paul Marx, vorbenannt, die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung STODIEK BETEILIGUNG I, S.à r.l. ist, mit Sitz in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, nachstehend die «Gesellschaft» genannt, gegründet gemäss Urkunde des unterzeichneten Notars am 17. November 2005, welche noch nicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, veröffentlicht ist, und noch nicht im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburgs unter der Sektion B eingetragen ist;

II. das gezeichnete Kapital der Gesellschaft auf fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-) festgesetzt ist, eingeteilt in zweitausend (2.000) Anteile von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), welche vollständig durch die alleinige Gesellschafterin, die Aktiengesellschaft STODIEK EUROPA IMMOBILIEN A.G., vorbenannt, gezeichnet und einbezahlt worden sind;

III. die Aktiengesellschaft STODIEK EUROPA IMMOBILIEN A.G., vorbenannt, in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft STODIEK BETEILIGUNG I, S.à r.l., vertreten wie vorher erwähnt, folgende Beschlüsse gefasst hat:

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschloss das Gesellschaftskapital um Sechsendsechzig Millionen einhundertfünfundfünfzigtausendvierhundert Euro (EUR 66.155.400,-) von seinem jetzigen Betrag von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-) auf Sechsendsechzig Millionen zweihundertfünftausendvierhundert Euro (EUR 66.205.400,-) zu erhöhen durch die Ausgabe von zwei Millionen sechshundertsechszwanzigttausendzweihundert-sechzehn (2.646.216) neuen Anteilen mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), welche dieselben Rechte und Pflichten wie die bestehenden Anteile haben.

Zeichnung - Einzahlung

Daraufhin erschien:

Herr Paul Marx, vorbenannt.

Welcher erklärt, dass er im Namen und für Rechnung der Aktiengesellschaft STODIEK EUROPA IMMOBILIEN A.G.:

a) dreihundertneunundfünfzigtausendachthundertvierzig (359.840) neue Anteile zeichnet und diese Anteile voll einzahl durch eine Sacheinlage von zweiunddreissigtausendvierhundertneunundneunzig (32.499) Aktien, welche neunundneunzig Komma neunundneunzig Prozent (99,99%) des Kapitals der Gesellschaft STODIEK ARIANE I S.A. darstellen, R.C.S. Luxemburg B 66.603, mit Sitz in L-2210 Luxemburg, 54, boulevard Napoléon I^{er}, geschätzt auf acht Millionen neuhundertsechszwanzigttausend Euro (EUR 8.996.000,-) gemäss beiliegendem Zertifikat;

b) dreihundertzweitausendneuhundertzweiundsiebzig (302.972) neue Anteile zeichnet und diese Anteile voll einzahl durch eine Sacheinlage von zweiunddreissigtausendvierhundertneunundneunzig (32.499) Aktien, welche neunundneunzig Komma neunundneunzig Prozent (99,99%) des Kapitals der Gesellschaft STODIEK ARIANE II S.A. darstellen, R.C.S. Luxemburg B 66.604, mit Sitz in L-2210 Luxemburg, 54, boulevard Napoléon I^{er}, geschätzt auf sieben Millionen funfhundertvierundsiebzigtausenddreihundert Euro (EUR 7.574.300,-) gemäss beiliegendem Zertifikat;

c) zweihundertelftausendeinhundertsechszwanzig (211.156) neue Anteile zeichnet und diese Anteile voll einzahl durch eine Sacheinlage von zweiunddreissigtausendvierhundertneunundneunzig (32.499) Aktien, welche neunundneunzig Komma neunundneunzig Prozent (99,99%) des Kapitals der Gesellschaft STODIEK ARIANE III S.A. darstellen, R.C.S. Luxemburg B 66.605, mit Sitz in L-2210 Luxemburg, 54, boulevard Napoléon I^{er}, geschätzt auf fünf Millionen zweihundertachtund-siebzigtausendneuhundert Euro (EUR 5.278.900,-) gemäss beiliegendem Zertifikat;

d) dreihunderteinundneunzigtausendachthundertvier (391.804) neue Anteile zeichnet und diese Anteile voll einzahl durch eine Sacheinlage von einem Anteil, welches neunundneunzig Prozent (99%) des Kapitals der Gesellschaft mit beschränkter Haftung STODIEK ITALIA S.r.l., eingetragen bei der Handelskammer Mailands unter der REA Nummer 1583259, mit Sitz in Mailand, Italien, via Clémente Prudenziò 16, geschätzt auf neun Millionen siebenhundertfünfundneunzigtausendeinhundert Euro (EUR 9.795.100,-) gemäss beiliegendem Zertifikat;

e) fünfhundertvierundsechzigtausendsechshundertzwölf (564.612) neue Anteile zeichnet und diese Anteile voll einzahl durch eine Sacheinlage von einem Anteil, welches neunundneunzig Prozent (99%) des Kapitals der Gesellschaft mit beschränkter Haftung STODIEK IMMOBILIARE S.r.l., eingetragen bei der Handelskammer Mailands unter der REA Nummer 1613610, mit Sitz in Mailand, Italien, via Clémente Prudenziò 16, geschätzt auf vierzehn Millionen einhundertfunfzehntausenddreihundert Euro (EUR 14.115.300,-) gemäss beiliegendem Zertifikat;

f) dreihundertdreiundzwanzigttausendeinhundertvierundvierzig (323.144) neue Anteile zeichnet und diese Anteile voll einzahl durch eine Sacheinlage von zehntausend (10.000) Aktien, welche hundert Prozent (100%) des Kapitals der Aktiengesellschaft STODIEK LISBOA PROMOCAO E CONSTRUCAO DE IMOVEIS, S.A., eingetragen im Handelsregister von Lissabon unter Nummer 8919 mit Sitz in Portugal, Lissabon, Rua Castilho, 6^o esq., geschätzt auf acht Millionen achtundsiebzigtausendsechshundert Euro (EUR 8.078.600,-) gemäss beiliegendem Zertifikat;

g) hundertzweiundsiebzigtausendachthundertachtundvierzig (174.848) neue Anteile zeichnet und diese Anteile voll einzahl durch eine Sacheinlage von zehntausend (10.000) Aktien, welche hundert Prozent (100%) des Kapitals der Aktiengesellschaft STODIEK PORTUGAL S.A., eingetragen im Handelsregister von Lissabon unter Nummer 2701 mit Sitz in Portugal, Lissabon, Rua Augusto dos Santos n^o, 4^o, geschätzt auf vier Millionen dreihunderteinundsiebzigtausendzweihundert Euro (EUR 4.371.200) gemäss beiliegendem Zertifikat;

h) dreihundertsiebzehtausendachthundertvierzig (317.840) neue Anteile zeichnet und diese Anteile voll einzahl durch eine Sacheinlage von zweihundert (200) Aktien, welche hundert Prozent (100%) des Kapitals der Aktiengesellschaft STODIEK INMOBILIARIA S.A., eingetragen im Handelsregister auf Seite M-260861, Band 15512, Folio 1, mit Sitz in P^o Castellana 120 (5^o izq), Spanien, 28046 Madrid, geschätzt auf sieben Millionen neuhundertsechszwanzigttausend Euro (EUR 7.946.000,-) gemäss beiliegendem Zertifikat.

Die erwähnten Zertifikate («Sacheinlage»), nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar, werden dieser Urkunde beigelegt und mit ihr einregistriert werden.

Die Zeichnerin, handelnd durch ihren ordnungsgemäss ernannten Bevollmächtigten, erklärt, dass der freien Übertragung der Sacheinlage an die Gesellschaft ohne Einschränkung und Begrenzung nichts im Wege steht und dass gültige Anweisungen gegeben worden sind, um alle Zustellungen und Eintragungen auszuführen und andere Formalitäten zu erfüllen, welche zur gültigen Übertragung der Sacheinlage an die Gesellschaft nötig sind.

Dem unterzeichneten Notar ist das gesetzliche und wirtschaftliche Eigentum an der Sacheinlage nachgewiesen worden.

Der Zeichner bestätigt zusammen mit der Gesellschaft, dass sie alle Formalitäten zur gültigen Übertragung der Sacheinlage an die Gesellschaft erfüllen werden.

Zweiter Beschluss

Als Folge des ersten Beschlusses wird Artikel sechs der Satzung wie folgt geändert:

«**Art. 6.** Das Gesellschaftskapital ist auf Sechshundsechzig Millionen zweihundertfünftausendvierhundert Euro (66.205.400,- EUR) festgesetzt, dargestellt durch zwei Millionen sechshundertachtundvierzigtausendzweihundertsechzehn (2.648.216) Anteile von je fünfundzwanzig Euro (25,- EUR), welche alle von der alleinigen Gesellschafterin, der Aktiengesellschaft STODIEK EUROPA IMMOBILIEN A.G., eintragen im Handelsregister B des Amtsgerichts Bonn unter Nummer HRB 8127, mit Sitz in D-53177 Bonn, Deutschland, Zanderstrasse 5, gezeichnet worden sind.

Wenn und solange alle Anteile in der Hand einer Person sind, dann ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinne von Artikel 179 (2) des abgeänderten Gesetzes über die Handelsgesellschaften; in diesem Fall sind, unter anderen, die Artikel 200-1 und 200-2 dieses Gesetzes anzuwenden, d.h. dass jeder Beschluss des alleinigen Gesellschafters sowie jeder Vertrag zwischen ihm und der Gesellschaft schriftlich festgehalten werden muss und dass die Bestimmungen über die Generalversammlungen der Teilhaber nicht anwendbar sind.

Die Gesellschaft ist berechtigt, ihre eigenen Anteile zu erwerben unter der Bedingung, dass sie vernichtet werden und das Kapital verhältnismässig herabgesetzt wird.»

Kostenabschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Honorare und Lasten, welche von der Gesellschaft zu tragen sind auf Grund der Kapitalerhöhung wird auf sechstausendfünfhundert Euro geschätzt. Diese Kapitalerhöhung ist gemäss Direktive des europäischen Rates vom 19. Juli 1969 (335), abgeändert durch die Direktiven vom 9. April 1973 und vom 10. Juni 1985, von der Kapitalsteuer befreit (Einlage von Anteilen, welche über 65% des Kapitals einer Kapitalgesellschaft der Europäischen Union darstellen, an eine andere Kapitalgesellschaft der Europäischen Union - Artikel 4-2 des Gesetzes vom 29. Dezember 1971).

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit, dass auf Antrag der erschienenen Partei diese Urkunde in Englisch verfasst worden ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und dass im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text der englische Text Vorrang hat.

Worüber Urkunde, in Luxemburg erstellt worden ist, am Tag wie anfangs erwähnt.

Und nachdem diese Urkunde der erschienenen Partei, welche dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnsitz bekannt ist, vorgelesen worden ist, hat diese Partei zusammen mit dem Notar die Originalurkunde unterzeichnet.

Signé: P. Marx, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 décembre 2005, vol. 534, fol. 100, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 13. Januar 2006.

J. Seckler.

(006544.3/231/234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2006.

FREGENDA B.V., Société à responsabilité limitée.

Registered office: 1076EE Amsterdam, Fred Roeskestraat, 123.

Principal establishment: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R. C. Luxembourg B 113.298.

STATUTES

In the year two thousand five, on the thirtieth of December.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr A. Junco de la Vega Gonzalez, company director, born at Monterrey, Mexico on 28 August 1948 at residing at Washington 629 Ote, 64000 Monterrey, Mexico,

here represented by Mr Doeke Van Der Molen, employee, with professional address in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on December 29, 2005.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. Mr A. Junco de la Vega Gonzalez, is the sole shareholder of FREGENDA B.V., a limited liability company (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) incorporated and organised under the laws of the Netherlands, having its registered office at Amsterdam, Fred Roeskestraat, 123 (the Company).

II. That by resolution validly adopted by the sole member of the management board of FREGENDA B.V. on December 16, 2005 acting in accordance with the articles of association of the Company, and approved by the sole shareholder on December 16, 2005, the Company resolved to transfer its principal establishment and effective place of business from the Netherlands to the city of Luxembourg as from December 16, 2005, without the Company being dissolved but on the contrary with corporate continuance. All formalities required under the laws of the Netherlands to give effect to that resolution have been duly performed; a copy of said resolutions shall remain annexed to the present deed.

III. The agenda of the meeting is the following:

1. transfer of the principal establishment and effective place of business of the Company from the Netherlands to the city of Luxembourg as from December 16, 2005, without the Company being dissolved but on the contrary with corporate continuance;

2. adoption by the Company of the legal form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name FREGENDA B.V. and acceptance of the Luxembourg nationality arising from the transfer of the principal establishment and the effective place of business of the Company to the city of Luxembourg;

3. approval of the financial statements of the Company as at December 15, 2005;

4. amendment and restatement of the Company's articles of association so as to conform them to the laws of Luxembourg, as a consequence of the Company's acceptance of the Luxembourg nationality as specified in item 2. above;

5. appointment of ATC MANAGEMENT (LUXEMBOURG), S.à r.l. as manager of the Company for an unlimited duration;

6. establishment of the principal establishment and effective place of business of the Company at L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe; and

7. miscellaneous.

IV. The entire share capital of the Company being represented at this meeting, it is regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

Thereupon, the appearing party, represented as stated here above, requested the notary to record that:

First resolution

The sole shareholder resolves to transfer the principal establishment and effective place of business of the Company from Amsterdam, the Netherlands to the city of Luxembourg as from December 16, 2005, without the Company being dissolved but on the contrary with corporate continuance. The sole shareholder further declares that all formalities required under the laws of the Netherlands to give effect to such transfer have been duly performed.

Second resolution

The sole shareholder resolves that the Company adopts the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name FREGENDA B.V. accepts the Luxembourg nationality and shall as from the date of the present deed be subject to the laws of Luxembourg.

Third resolution

The sole shareholder approves the financial statements of the Company as at December 15, 2005. The balance sheet of the Company dated December 15, 2005, shall remain annexed to the present deed, as well as a valuation certificate of the director of FREGENDA B.V. stating that the net worth of the Company is estimated as per December 15, 2005, at EUR 45,555,046.

Fourth resolution

The sole shareholder resolves to amend and restate the articles of association of the Company so as to conform them to Luxembourg law.

The restated articles of association of the Company will read as follows:

Chapter I. Definitions

Art. 1. In these articles of association the following expressions shall have the following meanings:

- a. the general meeting: the body of the Company formed by shareholders;
- b. the general meeting of shareholders: the meeting of shareholders;
- c. the distributable part of the net assets: that part of the Company's net assets which exceeds the aggregate of the issued capital and the reserves which must be maintained by virtue of law;
- d. the annual accounts: the balance sheet and the profit and loss account with the explanatory notes;
- e. the annual meeting: the general meeting of shareholders held for the purpose of discussion and adoption of the annual accounts.

Chapter II. Name, seat, objects

Art. 2. Name, seat and duration

1. The Company is a private limited liability company («société à responsabilité limitée»).

2. The name of the Company is: FREGENDA B.V.

3. The corporate seat of the Company is in Amsterdam.

The Company may establish branches in and outside The Netherlands.

The Company has its effective place of management and the centre of its main interests in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The effective place of management may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by resolution of the management board.

4. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. Objects

The objects of the Company are:

- a. to incorporate, to participate in any way whatsoever, to manage, to supervise, to operate and to promote enterprises, businesses and companies;
 - b. to finance businesses and companies;
 - c. to borrow, to lend and to raise funds, including the issue of bonds, promissory notes or other securities or evidence of indebtedness as well as to enter into agreements in connection with the aforementioned;
 - d. to supply advice and to render services to enterprises and companies with which the company forms a group and to third parties;
 - e. to render guarantees, to bind the company and to pledge its assets for obligations of the companies and enterprises with which it forms a group and on behalf of third parties;
 - f. to obtain, alienate, manage and exploit registered property and items of property in general;
 - g. to trade in currencies, securities and items of property in general;
 - h. to develop and trade in patent, trade marks, licenses, know-how and other industrial property rights;
 - i. to perform any and all activity of industrial, financial or commercial nature;
- as well as everything pertaining to the foregoing, relating thereto or conducive thereto, all in the widest sense of the word.

Chapter III. Capital and shares, Register

Art. 4. Authorised, subscribed and issued capital

1. The authorised, subscribed and issued share capital of the Company amounts to forty-five thousand four hundred Euro (EUR 45,400), divided into one thousand eight hundred and sixteen (1,816) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each.
2. All shares are to be registered shares.

Art. 5. Register of shareholders

1. The management board shall keep a register in which the names and addresses of all shareholders are recorded, showing the date on which they acquired the shares, the date of the acknowledgement or notification, and the amount paid on each share.
2. The names and addresses of those with a right of usufruct («life interest») or a pledge on the shares shall also be entered in the register, stating the date on which they acquired the right, and the date of acknowledgement or notification.
3. Each shareholder, each beneficiary of a life interest and each pledgee is required to give written notice of his address to the Company.
4. The register shall be kept accurate and up to date. All entries and notes in the register shall be signed by a member A and a member B of the management board.
5. On application by a shareholder, a beneficiary of a life interest or a pledgee, the management board shall furnish an extract from the register, free of charge, insofar as it relates to his rights in a share.
6. The management board shall make the register available at the Company's office for inspection by the shareholders.

Chapter IV. Issuance of shares, Own shares

Art. 6. Issuance of shares, Body of the Company competent to issue shares, Notarial deed

1. The issuance of shares may only be effected pursuant to a resolution of the general meeting, insofar as the general meeting has not designated another body of the Company in this respect.
2. The issuance of a share shall furthermore require a deed drawn up for that purpose by a competent civil law notary and to which those involved are party.

Art. 7. Conditions of issuance, Rights of pre-emption

1. A resolution for the issuance of shares shall stipulate the price and further conditions of issuance.
2. Upon issuance of shares, each shareholder shall have a right of pre-emption in proportion to the aggregate nominal amount of his shares, subject to the limitations set by law.
3. Shareholders shall have a similar right of pre-emption if options are granted to subscribe for shares.
4. Prior to each single issuance the right of pre-emption may be limited or excluded by the body of the Company competent to issue.

Art. 8. Payment for shares

1. The full nominal amount of each share must be paid in on issue.
2. Payment for a share must be made in cash insofar as no other manner of payment has been agreed on. Payment in foreign currency can be made only after approval by the Company.

Art. 9. Own shares

1. When issuing shares, the Company shall not be entitled to subscribe for its own shares.
2. The Company may, subject to the relevant provisions of the law, acquire fully paid in shares in its own capital or depository receipts thereof, up to the maximum permitted by law.
3. The disposal of shares or depository receipts thereof held by the Company shall be effected pursuant to a resolution of the general meeting, with due observance of the provisions of the blocking clause.
4. No voting rights may be exercised in the general meeting for any share held by the Company or any of its subsidiaries, nor in respect of any share of which the Company or any of its subsidiaries holds depository receipts.

Chapter V. Transfer of shares, Limited rights, Issuance of depository receipts

Art. 10. Transfer of shares, Shareholders' rights, Life interest («Vruchtgebruik»), Pledging («Pandeerecht»), Issuance of depository receipts

1. The transfer of a share or the transfer of a right in rem thereon shall require a deed drawn up for that purpose in the presence of a competent civil law notary and to which those involved are party.
2. Unless the Company itself is party to the legal act, the rights attached to the share can only be exercised after the Company has acknowledged said legal act or said deed has been served on it in accordance with the relevant provisions of the law.
3. If a share is pledged or the owner creates a life interest in a share, the voting right cannot be assigned to the beneficiary of the life interest or the pledgee.
4. The Company shall not cooperate to the issuance of depository receipts for its shares.

Chapter VI. Blocking clause

Art. 11

1. Any shareholder wishing to transfer one or more shares, shall first offer to sell those shares to his co-shareholders in accordance with the provisions of this article. The obligation to make this offer is not applicable if, either all shareholders have given their written approval to the proposed transfer, which approval shall be valid for a period of three months, or a shareholder is committed by law to transfer his shares to a prior shareholder.
2. The price at which the shares can be purchased by the other shareholders shall be agreed between the offeror and his co-shareholders. Failing agreement between the parties the price shall be set by an independent expert on request by the most willing party to be appointed by the chairman of the competent Chamber of Commerce, unless the expert is appointed by the parties by mutual consent. The expert referred to in the preceding sentence shall be authorised to inspect all books and records of the Company and to obtain all such information as will be useful for his setting the price.
3. If the co-shareholders together are interested in purchasing more shares than have been offered, the offered shares shall be distributed among them as far as possible in proportion to the shareholding of each interested party. However no interested party shall thus acquire more shares than he has applied for.
4. The offeror remains entitled to withdraw his offer, provided he does so within one month after he is informed to which interested parties he can sell all the shares included in the offer and at what price.
5. If it is established that the co-shareholders do not accept the offer or that not all shares included in the offer shall be purchased against payment in cash, the offeror shall be free to transfer the shares within three months thereafter to whomsoever he wishes.
6. The Company itself as holder of one or more shares shall be entitled to apply for the offered shares only with the consent of the offeror.
7. In case of suspension of payments, bankruptcy or placement under curatorship of a shareholder and in case of appointment of an administrator by the court over the property of a shareholder or over his shares in the Company or in case of death of a shareholder who is an individual, the shares of the shareholder concerned shall, as far as permitted by law, be put on offer in accordance with the foregoing provisions hereof, within three months of the relevant event. If applications are made for all shares on offer, the offer may not be withdrawn.

Chapter VII. Management

Art. 12. Management board

The management of the Company shall be constituted by a management board, consisting of one or more members A and/or one or more members B.

Art. 13. Appointment, Suspension and dismissal, Remuneration

1. The general meeting shall appoint the members of the management board.
2. A member of the management board may at any time be suspended or dismissed by the general meeting.
3. The general meeting shall determine the remuneration and further conditions of employment for each member of the management board.

Art. 14. Duties of the management board, Decision making process, Allocation of duties

1. Subject to the restrictions imposed by these articles of association, the management board shall be entrusted with the management of the Company.
2. All decisions of the management board shall be adopted by a majority of the votes cast. Each member A of the management board shall be entitled to cast a number of votes equalling the number of members B of the management board present or represented and vice versa. If there is a tie of votes the general meeting shall decide. The management board may, subject to the preceding provisions, lay down rules regarding its own decision making process. These rules shall be subject to the approval of the general meeting.
3. Resolutions of the management board may also be adopted in writing without recourse to a management board meeting, provided they are adopted by a unanimous vote of all members of the management board. The expression in writing shall include any document transmitted by current means of communication and received in writing.
4. The management board may determine the duties with which each member of the management board will be charged in particular.

Art. 15. Representation

1. The management board shall be authorised to represent the Company. A member A and a member B of the management board acting jointly are also authorised to represent the Company.

2. The management board may appoint staff members with general or limited power to represent the Company. Each staff member shall be competent to represent the Company with due observance of any restrictions imposed on him. The management board shall determine their titles.

3. In the event of a conflict of interest between the Company and a member A of the management board, the Company shall be represented by any member B of the management board acting jointly with the person designated for this purpose by the general meeting; in the event of a conflict of interest between the Company and a member B of the management board, the Company shall be represented by any member A of the management board acting jointly with the person designated for this purpose by the general meeting. The general meeting shall at all times be competent to designate one or more other persons for this purpose. In the event of a conflict of interest between the Company and all members of the management board, or the sole member of the management board, the Company shall be represented by one or more persons to be designated by the general meeting.

4. Without regard to whether a conflict of interest exists or not, all legal acts of the Company vis-à-vis a holder of all of the shares, or vis-à-vis a participant in a marital community of which all of the shares form a part, whereby the Company is represented by such shareholder or one of the participants, shall be put down in writing. For the application of the foregoing sentence, shares held by the Company or its subsidiaries shall not be taken into account.

5. Paragraph 4 does not apply to legal acts that, under their agreed terms, form part of the normal course of business of the Company.

Art. 16. Approval of decisions of the management board

1. The general meeting is entitled to require resolutions of the management board to be subject to its approval. These resolutions shall be clearly specified and notified to the management board in writing.

2. The lack of approval referred to in paragraph 1 does not affect the authority of the management board or its members to represent the Company.

Art. 17. Absence or prevention

1. If a member of the management board is absent or prevented from performing his duties, the remaining members shall be temporarily entrusted with the management of the Company, provided that at least one member A and one member B are not absent or prevented from performing their duties.

2. If all management board members, or the sole management board member, of a specific class, A or B, are absent or prevented from performing their duties, the management of the Company shall be temporarily entrusted to the person designated for that purpose by the meeting of holders of shares of the relevant class, together with the management board members, or member, of the other class, or together with the temporary manager of the other class, as the case may be.

Chapter VIII. Annual accounts, Profits

Art. 18. Financial year, Drawing up of the annual accounts, Accountant

1. The financial year shall be the calendar year.

2. Annually, not later than five months after the end of the financial year, the management board shall draw up annual accounts.

3. The annual accounts shall be signed by all the members of the management board. If the signature of one or more of them is lacking, this shall be stated and reasons given.

4. The Company may, and if the law so requires shall, appoint an accountant to audit the annual accounts.

Art. 19. Adoption of the annual accounts, Discharge, Publication

1. The general meeting shall adopt the annual accounts. Adoption of the annual accounts shall not discharge a member of the management board. The general meeting may discharge a member of the management board by a separate resolution.

2. The Company shall publish the annual accounts within eight days following the adoption thereof, unless a statutory exemption is applicable.

Art. 20. Profits

1. The general meeting shall determine the allocation of accrued profits.

2. Each year, at least one twentieth (1/20) of the net profits shall be allocated to a non-distributable reserve account. The allocation shall cease to be compulsory when this reserve account has reached an amount equal to one tenth (1/10) of the paid-up capital, but shall again become compulsory if the reserve falls below such one tenth (1/10).

3. Dividends may be paid only up to an amount which does not exceed the amount of the distributable part of the net assets.

4. Dividends shall be paid after adoption of the annual accounts from which it appears that payment of dividends is permissible.

5. The management board, may subject to due observance of paragraph 3, resolve to pay an interim dividend.

6. The general meeting may, subject to due observance of paragraph 3, resolve to make payments to the charge of any reserve which need not be maintained by virtue of the law.

7. A claim of a shareholder for payment of dividend shall be barred after five years have elapsed.

Chapter IX. General meetings of shareholders

Art. 21. Annual meeting, Other meetings, Convocation

1. The annual meeting shall be held annually, and not later than six months after the end of the financial year, for the purpose of discussion and adoption of the annual accounts.

2. Other general meetings of shareholders shall be held as often as the management board deems such necessary.

3. General meetings of shareholders shall be convoked by the management board, by letter mailed to the addresses of the shareholders as shown in the register of shareholders.

4. The convocation shall take place no later than on the fifteenth day prior to the date of the meeting.

5. The general meetings of shareholders shall be held in the municipality in which the Company has its seat according to the present articles of association.

6. The general meeting shall itself appoint its chairman. Until that moment a member of the management board shall act as chairman and in the absence of such a member the eldest person present at the meeting shall act as chairman.

7. The members of the management board shall, as such, have the right to give advice in the general meeting of shareholders.

Art. 22. Waiver of formalities, Records

1. As long as the entire issued capital is represented at a general meeting of shareholders, subject to the provisions of article 25 below, valid resolutions can be adopted on all subjects brought up for discussion, even if the formalities prescribed by law or by the articles of association for the convocation and holding of meetings have not been complied with, provided such resolutions are adopted unanimously.

2. The management board keeps a record of the resolutions made. If the management board is not represented at a meeting, the chairman of the meeting shall provide the management board with a transcript of the resolutions made as soon as possible after the meeting. The records shall be deposited at the offices of the Company for inspection by the shareholders. Upon request each of them shall be provided with a copy or an extract of such record at not more than the actual costs.

Art. 23. Voting rights

1. Each share confers the right to cast one vote.

2. The right to take part in the meeting may be exercised by a proxy authorised in writing.

3. To the extent that the law does not require a qualified majority, all resolutions shall be adopted by a majority of the votes cast.

4. If there is a tie of votes the proposal is thus rejected.

Art. 24. Resolutions outside of meetings, Records

1. Resolutions of shareholders may also be adopted in writing without recourse to a general meeting of shareholders, provided they are adopted by a unanimous vote representing the entire issued capital and provided that the number of shareholders does not exceed twenty-five. The provision of article 14 paragraph 3, second sentence, shall apply correspondingly.

2. The provisions of article 21 paragraph 7 shall apply correspondingly to the adoption of resolutions outside a meeting as referred to in paragraph 1.

3. The management board shall keep a record of the resolutions thus made. Each of the shareholders must procure that the management board is informed in writing of the resolutions made in accordance with paragraph 1 as soon as possible. The records shall be deposited at the offices of the Company for inspection by the shareholders. Upon request each of them shall be provided with a copy or an extract of such record at not more than the actual costs.

Chapter X. Amendment of the articles of association and dissolution, Liquidation

Art. 25. Amendment of the articles of association and dissolution

When a proposal to amend the articles of association or to dissolve the Company is to be made to the general meeting, this must be mentioned in the notification of the general meeting of shareholders. As regards an amendment of the articles of association, a copy of the proposal including the text of the proposed amendment must at the same time be deposited and held available at the Company's office for inspection by shareholders and depository receipt holders until the end of the meeting.

Art. 26. Liquidation

1. In the event of dissolution of the Company by virtue of a resolution of the general meeting, the members of the management board shall be charged with the liquidation of the business of the Company.

2. During liquidation, the provisions of these articles of association shall remain in force as far as possible.

3. The balance remaining after payment of debts shall be transferred to the shareholders in proportion to the aggregate amount of their shareholdings.

4. The liquidation shall furthermore be subject to the respective provisions of the competent laws.

Fifth resolution

The sole shareholder resolves to appoint ATC MANAGEMENT (LUXEMBOURG), S.à r.l., with registered office at L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe, as manager of the Company for an unlimited duration as of December 16, 2005:

Sixth resolution

The sole shareholder resolves to establish the principal establishment and effective place of management of the Company at L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

Seventh resolution

The sole shareholder resolves that the fiscal year which has begun on January 1st, 2005 will end on December 31st 2005.

Estimated costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately EUR 8.000,-.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version. At the request of the appearing party, in case of discrepancies between the English version and the German version, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of the deed.

The document having been read to the proxy holder acting on behalf of the appearing party, the proxy holder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünf, den dreissigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtswohnsitz in Mersch.

Ist erschienen:

Herr A. Junco de la Vega Gonzalez, company director, geboren in Monterrey, Mexiko, am 28. August 1948, wohnhaft in 64000 Monterrey, Mexico, Washington 629 Ote, hier vertreten durch Herrn Doeke van der Molen, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt am 29. Dezember 2005.

Diese Vollmacht, bleibt nach ne varietur Paraphierung durch den Vollmachtnehmer und den unterzeichneten Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

Der Erschienene, vertreten wie vorerwähnt, hat den unterzeichneten Notar ersucht Folgendes zu beurkunden:

I. Herr A. Junco de la Vega Gonzalez ist der alleinige Anteilhaber der FREGENDA B.V., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) welche gegründet wurde und unter dem niederländischen Recht besteht, mit Gesellschaftssitz in Amsterdam, Fred Roeskestraat, 123 (die Gesellschaft).

II. Durch Beschluss des alleinigen Mitgliedes des Verwaltungsrates der FREGENDA B.V. vom 16. Dezember 2005, welcher gemäss der Satzung der Gesellschaft genommen wurde, und durch den alleinigen Anteilhaber am 16. Dezember 2005, genehmigt wurde, hat die Gesellschaft beschlossen den Haupt-Geschäftsbetrieb und die Hauptgeschäftsstelle (principal establishment and effective place of business) von den Niederlanden nach Luxemburg-Stadt zu verlegen mit Wirkung zum 16. Dezember 2005, ohne dass die Gesellschaft aufgelöst wird sondern im Gegenteil mit Fortbestand der Körperschaft. Alle Formalitäten die nach niederländischem Recht notwendig sind um den Beschluss wirksam zu machen sind erfüllt worden; eine Kopie der besagten Beschlüsse bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt.

III. Die Tagesordnung lautet wie folgt:

1. Verlegung des Hauptgeschäftsbetriebes und der Hauptgeschäftsstelle der Gesellschaft von den Niederlanden nach Luxemburg-Stadt mit Wirkung zum 16. Dezember 2005, ohne dass die Gesellschaft aufgelöst wird sondern im Gegenteil weiter fortbesteht.

2. Annahme durch die Gesellschaft der Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung («société à responsabilité limitée») unter dem Namen FREGENDA B.V. and Annahme der luxemburgischen Nationalität entstehend durch die Verlegung des Hauptgeschäftsbetriebes und der Hauptgeschäftsstelle der Gesellschaft nach Luxemburg-Stadt.

3. Genehmigung der Finanzberichte der Gesellschaft zum 15. Dezember 2005.

4. Abänderung und Neufassung der Satzung der Gesellschaft um sie in Einklang mit der luxemburgischen Gesetzgebung zu bringen, folglich der Annahme der luxemburgischen Nationalität sowie in Punkt 2 vorgesehen.

5. Ernennung von ATC MANAGEMENT (LUXEMBOURG), S.à r.l. als Geschäftsführer der Gesellschaft für eine unbestimmte Dauer.

6. Festlegung des Hauptgeschäftsbetriebes und der Hauptgeschäftsstelle der Gesellschaft in L-2763 Luxemburg, 9, rue Sainte Zithe und

8. Verschiedenes.

IV. Da das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, ist die Versammlung regelrecht zusammengesetzt und kann rechtsgültig über die Punkte der Tagesordnung abstimmen.

Alsdann hat die erschienene Partei, vertreten wie oben erwähnt, den Notar ersucht folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Der Gesellschafter beschliesst den Hauptgeschäftsbetriebes und die Hauptgeschäftsstelle der Gesellschaft von den Niederlanden nach Luxemburg-Stadt mit Wirkung zum 16. Dezember 2005 zu verlegen, ohne dass die Gesellschaft aufgelöst wird sondern im Gegenteil weiter fortbesteht. Der Gesellschafter erklärt des weiteren dass alle Formalitäten die nach niederländischem Recht notwendig sind um die Verlegung wirksam zu machen erfüllt worden sind.

Zweiter Beschluss

Der Gesellschafter beschliesst die Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung («société à responsabilité limitée») für die Gesellschaft anzunehmen unter dem Namen FREGENDA B.V. sowie die luxemburgische Nationalität für die Gesellschaft anzunehmen, welche vom heutigen Tage an der luxemburgischen Gesetzgebung unterliegt.

Dritter Beschluss

Der Gesellschafter genehmigt die Finanzberichte der Gesellschaft zum 15. Dezember 2005. Die Bilanz der Gesellschaft vom 15. Dezember 2005 bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt sowie die Bescheinigung des Geschäftsführers der FREGENDA B.V. aus der sich ein Nettowert der Gesellschaft zum 15. Dezember 2005 von EUR 45.555.046,- ergibt.

Vierter Beschluss

Der Gesellschafter beschliesst die Satzung der Gesellschaft abzuändern und wie folgt neuzufassen um sie der luxemburgischen Gesetzgebung anzupassen:

Kapitel I. Begriffsbestimmungen

Art. 1. In der Satzung werden die folgenden Begriffe wie folgt definiert:

- a. Gesellschafterversammlung: das von den Gesellschaftern gebildete Gremium;
- b. Allgemeine Versammlung der Gesellschafter: die Zusammenkunft der Gesellschafter;
- c. Ausschüttungsfähiger Teil des Eigenkapitals: Der Teil des Eigenkapitals, der das Einlagekapital zuzüglich der kraft Gesetz beizubehaltenden Rücklagen übersteigt;
- d. Jahresabschluss: Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung mit Erläuterungen;
- e. Jahresversammlung: Die Gesellschafterversammlung, bei welcher die Besprechung und Verabschiedung des Jahresabschlusses auf der Tagesordnung steht.

Kapitel II. Name, Sitz, Gegenstand.

Art. 2. Name, Sitz und Dauer

1. Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung («société à responsabilité limitée»).
2. Die Gesellschaft trägt den Namen: FREGENDA B.V.
3. Der satzungsgemäße Sitz der Gesellschaft ist in Amsterdam.
Die Gesellschaft kann Niederlassungen innerhalb und außerhalb der Niederlande haben.
Die Gesellschaft hat ihren faktischen Sitz und Interessenmittelpunkt in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg). Die Gesellschaft kann ihren faktischen Sitz innerhalb der Gemeinde Luxemburg per Vorstandsbeschluss verlegen.
4. Die Gesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 3. Gegenstand

Gegenstand der Gesellschaft ist:

- a. die Gründung von, die Beteiligung an in irgendeiner Weise, die Führung und die Beaufsichtigung von Unternehmen und Gesellschaften;
- b. die Finanzierung von Unternehmen und Gesellschaften;
- c. das Angehen und die Gewährung von Darlehen und die Anhäufung von Geldern, unter Einschluss der Emission von Obligationen, Schuldscheinen oder anderen Wertpapieren sowie der Abschluss der damit zusammenhängenden Verträge;
- d. die Gewährung von Beratungs- und Dienstleistungen an Unternehmen und Gesellschaften, mit denen die Gesellschaft innerhalb einer Unternehmensgruppe liiert ist, sowie an Dritte;
- e. die Gewährung von Garantien, die Bindung der Gesellschaft und die Belastung von Aktiva der Gesellschaft zu Gunsten von Unternehmen und Gesellschaften, mit denen die Gesellschaft innerhalb einer Unternehmensgruppe liiert ist, sowie zu Gunsten Dritter;
- f. der Erwerb, die Verwaltung, der Betrieb und die Veräußerung von eintragungspflichtigen Sachen und Vermögenswerten im Allgemeinen;
- g. der Handel mit Devisen, Wertpapieren und Vermögenswerten im Allgemeinen;
- h. die Nutzung von und der Handel mit Patenten, Markenrechten, Genehmigungen, Know-how und anderen industriellen Eigentumsrechten;
- i. die Verrichtung von industriellen, finanziellen und kaufmännischen Aktivitäten aller Art;
sowie alles, was mit dem Obigen zusammenhängt oder diesem dienlich ist, Sämtliches im weitesten Sinne des Wortes.

Kapitel III. Kapital und Anteile, Register

Art. 4. Gesellschaftsvertragliches Kapital und Einlagekapital

1. Das Gesellschaftskapital und das Einlagekapital beträgt fünfundvierzigtausendvierhundert Euro (EUR 45.400), aufgeteilt in eintausendachthundertsechzehn (1.816) Anteile zu je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).
2. Alle Anteile sind namentlich.

Art. 5. Gesellschafterverzeichnis

1. Der Vorstand führt ein Verzeichnis, in das die Namen und Anschriften aller Gesellschafter eingetragen sind. Dabei sind das Erwerbsdatum, das Anerkennungs- bzw. Zustellungsdatum sowie der für jeden Anteil eingezahlte Betrag angegeben.
2. In das Verzeichnis werden ebenfalls die Namen und Anschriften der Inhaber eines Nießbrauch- oder Pfandrechtes an Anteilen aufgenommen, unter Angabe des Datums, an dem sie dieses Recht erworben haben, sowie des Anerkennungs- bzw. Zustellungsdatums.
3. Jeder Gesellschafter, jeder Nießbraucher und jeder Pfandrechthinhaber ist verpflichtet, der Gesellschaft schriftlich seine Anschrift mitzuteilen.
4. Das Verzeichnis wird regelmäßig aktualisiert. Alle Eintragungen in das Verzeichnis und sämtliche Anmerkungen werden von einem A-Geschäftsführer und einem B-Geschäftsführer unterzeichnet.

5. Auf Antrag stellt der Vorstand einem Gesellschafter, Nießbraucher und einem Pfandinhaber hinsichtlich seiner Rechte auf einen Anteil kostenlos einen Auszug aus dem Verzeichnis aus.

6. Der Vorstand legt das Verzeichnis in der Geschäftsstelle der Gesellschaft zur Einsicht für die Gesellschafter aus.

Kapitel IV. Emission von Anteilen, Eigene Anteile

Art. 6. Emission von Anteilen, Zuständiges Organ, Notarielle Urkunde

1. Die Emission von Anteilen kann nur infolge eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung erfolgen, es sei denn, dass von der Gesellschafterversammlung ein anderes Gesellschaftsorgan angewiesen wurde.

2. Zur Emission eines Anteils bedarf es außerdem einer entsprechenden, vor einem berechtigten Notar errichteten Urkunde, wobei die Beteiligten als Vertragsparteien auftreten.

Art. 7. Emissionsbedingungen, Vorkaufsrecht

1. Mit dem Beschluss zur Emission von Anteilen werden der Kurs und die weiteren Emissionsbedingungen festgelegt.

2. Bei einer Emission von Geschäftsanteilen hat jeder Gesellschafter ein Vorkaufsrecht bis zu gleichen Teilen des gesamten Betrages seiner Geschäftsanteile, dies unter Beachtung der gesetzlichen Auflagen.

3. Ein ebensolches Vorkaufsrecht haben die Aktionäre bei der Gewährung von Rechten zur Erlangung von Anteilen.

4. Das Vorkaufsrecht kann in jedem einzelnen Emissionsfall von dem für die Emission zuständigen Organ eingeschränkt oder außer Kraft gesetzt werden.

Art. 8. Einzahlung der Anteile

1. Bei der Emission eines jeden Anteils muss darauf der gesamte Nennwert eingezahlt werden.

2. Sofern keine andere Einlageform vereinbart wurde, hat die Einzahlung der Anteile in Geld zu erfolgen. Die Einzahlung in fremder Währung ist ausschließlich nach Zustimmung des Vorstandes gestattet.

Art. 9. Eigene Anteile

1. Die Gesellschaft kann bei einer Emission von Anteilen keine eigenen Anteile erlangen.

2. Die Gesellschaft darf unter Berücksichtigung der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen bis zur gesetzlich zulässigen Höchstgrenze voll eingezahlte eigene Anteile oder Anteilsscheine davon erwerben.

3. Eine Veräußerung der von der Gesellschaft gehaltenen eigenen Anteile oder Anteilsscheinen derselben erfolgt infolge eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung unter Berücksichtigung der Bestimmungen in der Sperrklausel.

4. Ein Anteil, welcher der Gesellschaft oder einer Tochtergesellschaft gehört, gewährt in der Gesellschafterversammlung keine Stimme. Gleiches gilt für einen Anteil, dessen Anteilscheine sich im Besitz der Gesellschaft oder einer Tochtergesellschaft befinden.

Kapitel V. Übertragung von Anteilen, Rechtseinschränkungen, Emission von Anteilsscheinen

Art. 10. Übertragung von Anteilen Rechte der Gesellschafter, Nießbrauch Pfandrecht Emission von Anteilsscheinen

1. Zur Übertragung eines Anteils oder zur Übertragung eines beschränkten Rechts daran bedarf es einer entsprechenden, vor einem berechtigten Notar errichteten Urkunde, wobei die Beteiligten als Vertragsparteien auftreten.

2. Vorbehaltlich des Falles, in dem die Gesellschaft bei dem Rechtsgeschäft selbst die in Absatz 1 erwähnte handelnde juristische Person ist, können die mit dem Anteil verbundenen Rechte erst dann ausgeübt werden, nachdem die Gesellschaft das betreffende Rechtsgeschäft anerkannt hat oder die Urkunde ihr gemäß den diesbezüglich geltenden gesetzlichen Bestimmungen zugestellt wurde.

3. Bei Bestellung eines Nießbrauch- oder Pfandrechtes an einem Anteil kann das Stimmrecht nicht dem Nießbraucher oder Pfandrechthinhaber gewährt werden.

4. Die Gesellschaft wirkt an der Emission von Anteilsscheinen ihrer Anteile nicht mit.

Kapitel VI. Sperrklausel

Art. 11

1. Ein Gesellschafter, der eine oder mehrere Anteile veräußern möchte, ist verpflichtet, die Anteile zunächst in Übereinstimmung mit den nachstehend in diesem Artikel aufgeführten Bestimmungen seinen Mitgesellschaftern zum Kauf anzubieten. Diese Angebotsverpflichtung gilt nicht, wenn sämtliche Gesellschafter schriftlich ihre Genehmigung zu der betreffenden Veräußerung erteilt haben. Diese Genehmigung ist lediglich für einen Zeitraum von drei Monaten gültig. Ebenso wenig gilt diese Angebotsverpflichtung in Fällen, in denen der Gesellschafter kraft Gesetz zur Übertragung seiner Anteile an einen früheren Gesellschafter verpflichtet ist.

2. Der Preis, zu welchem die Anteile von anderen Gesellschaftern übernommen werden können, wird vom Anbieter und seinen Mitgesellschaftern festgelegt. Insofern diese keine Einigkeit erzielen, wird der Preis von einem unabhängigen Sachverständigen festgelegt, der auf Ansuchen der ersthandelnden Partei vom Vorsitzenden der Industrie- und Handelskammer des Bezirkes, in dem sich der satzungsgemäße Sitz der Gesellschaft befindet, zu ernennen ist, es sei denn, die Parteien werden sich untereinander über die Ernennung des Sachverständigen einig. Der im letzten Satz genannte Sachverständige ist berechtigt zur Einsichtnahme in sämtliche Bücher und Unterlagen der Gesellschaft und zur Erlangung sämtlicher Informationen, deren Kenntnisnahme für seine Festlegung des Preises erforderlich ist.

3. Übersteigt das Interesse der Mitgesellschafter die Anzahl der angebotenen Anteile, so werden die Anteile insofern möglich im Verhältnis der Kapitaleinlage der Bewerber zwischen ihnen aufgeteilt. Niemand kann infolge dieser Regelung mehr Anteile erwerben als die Anzahl für welche er sich beworben hat.

4. Bis zu einem Monat nach der Bekanntgabe, an welcher Bewerber und zu welchem Preis er alle angebotenen Anteile abtreten kann, ist der Anbieter weiterhin berechtigt, sein Angebot zurückzuziehen.

5. Wenn feststeht, dass die Mitgesellschafter das Angebot nicht annehmen oder dass nicht sämtliche angebotenen Anteile gegen Barzahlung erworben werden können, hat der Anbieter das Recht, die Anteile innerhalb von drei Monaten nach dieser Feststellung nach freiem Ermessen zu übertragen.

6. Die Gesellschaft selbst als Inhaberin von Anteilen in ihrem Kapital kann nur mit Genehmigung des Anbieters als Bewerberin für die von ihm angebotenen Anteile auftreten.

7. Im Falle eines Vergleichs, Konkurses oder Entmündigung eines Gesellschafters und im Falle der gerichtlich verfügbaren Einstellung eines Verwalters über das Vermögen eines Gesellschafters bzw. dessen Anteile an der Gesellschaft, oder im Falle des Ablebens eines Gesellschafters (natürliche Person) müssen die Anteile des betreffenden Gesellschafters - insofern rechtlich zulässig - unter Berücksichtigung der oben erwähnten Bestimmungen innerhalb von drei Monaten nach dem Eintritt des betreffenden Ereignisses zum Kauf angeboten werden. Insofern sich für sämtliche angebotenen Anteile Bewerber finden, kann das Angebot nicht zurückgenommen werden.

Kapitel VII. Vorstand

Art. 12. Geschäftsleitung

Die Geschäftsleitung der Gesellschaft wird durch einen Vorstand, bestehend aus einem oder mehreren A-Geschäftsführern und/oder einem oder mehreren B-Geschäftsführern, gebildet.

Art. 13. Ernennung, Beurlaubung und Entlassung, Besoldung

1. Die Geschäftsführer werden von der Gesellschafterversammlung ernannt.

2. Jeder Geschäftsführer kann jederzeit von der Gesellschafterversammlung beurlaubt oder entlassen werden.

3. Die Besoldung und die weiteren Arbeitsbedingungen eines jeden Geschäftsführers werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt.

Art. 14. Vorstandskompetenz, Beschlussfassung, Arbeitsteilung

1. Vorbehaltlich der satzungsgemäßen Einschränkungen ist der Vorstand mit der Leitung der Gesellschaft befasst.

2. Sämtliche Beschlüsse des Vorstandes werden mit absoluter Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen. Jeder A-Geschäftsführer hat Anspruch auf Abgabe von so vielen Stimmen wie B-Geschäftsführer anwesend bzw. vertreten sind und umgekehrt. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Gesellschafterversammlung. Der Vorstand kann unter Berücksichtigung der obigen Bestimmungen eine Satzung verabschieden, die Regelungen bezüglich der Beschlussfassung des Vorstandes enthält. Die Satzung bedarf der Genehmigung der Gesellschafterversammlung.

3. Beschlüsse des Vorstandes können außer in einer Versammlung auch schriftlich gefasst werden, insofern dies seitens sämtlicher amtierender Geschäftsführer einstimmig erfolgt. Als schriftlicher Beschluss gelten Mitteilungen, die über die üblichen Kommunikationsmedien übermittelt wurden und in Schriftform empfangen werden.

4. Der Vorstand kann eine Arbeitsteilung beschließen, aus welcher hervorgeht, welcher Geschäftsführer insbesondere mit welchen Tätigkeiten befasst sein wird.

Art. 15. Prokura

1. Der Vorstand ist berechtigt, die Gesellschaft zu vertreten. Die Prokura steht einem A-Geschäftsführer und einem B-Geschäftsführer, die gemeinsam handeln, zu.

2. Der Vorstand ist berechtigt, einer oder mehreren Personen eine allgemeine oder eingeschränkte Prokura zu erteilen. Jede dieser Personen vertritt die Gesellschaft unter Berücksichtigung der Einschränkungen, die mit dieser Berechtigung verbunden sind. Ihre Titulatur wird vom Vorstand bestimmt.

3. Im Falle eines Interessenkonflikts zwischen der Gesellschaft und einem A-Geschäftsführer wird die Gesellschaft von einem B-Geschäftsführer gemeinsam mit einer entsprechenden, von der Gesellschafterversammlung angewiesenen Person vertreten. Im Falle eines Interessenkonflikts zwischen der Gesellschaft und einem B-Geschäftsführer wird die Gesellschaft von einem A-Geschäftsführer gemeinsam mit einer entsprechenden, von der Gesellschafterversammlung angewiesenen Person vertreten. Die Gesellschafterversammlung ist in jedem Fall befugt, hierzu eine oder mehrere andere Personen anzuweisen. Insofern es sich um einen Interessenkonflikt zwischen der Gesellschaft und sämtlichen Geschäftsführern oder dem alleinigen Geschäftsführer handelt, wird die Gesellschaft von einer oder mehreren von der Gesellschafterversammlung anzuweisenden Personen vertreten.

4. Unabhängig davon, ob es sich um einen Interessenkonflikt handelt, werden Rechtsgeschäfte der Gesellschaft gegenüber dem Inhaber sämtlicher Anteile oder gegenüber eines Partners in einer ehelichen Gütergemeinschaft, zu der sämtliche Anteile gehören, wobei die Gesellschaft von diesem Gesellschafter oder von einem der Partner vertreten wird, schriftlich festgehalten. Die im Besitz der Gesellschaft und ihrer Tochtergesellschaften befindlichen Geschäftsanteile werden für die Anwendung des vorherigen Satzes nicht berücksichtigt.

5. Absatz 4 ist nicht anwendbar auf Rechtsgeschäfte, die unter den vereinbarten Bedingungen zur normalen Unternehmensführung der Gesellschaft gehören.

Art. 16. Billigung von Beschlüssen des Vorstandes

1. Die Gesellschafterversammlung ist befugt, Beschlüsse des Vorstandes ihrer Genehmigung zu unterziehen. Diese Beschlüsse müssen deutlich beschrieben werden und der Geschäftsführung schriftlich mitgeteilt werden.

2. Eine fehlende Genehmigung der Gesellschafterversammlung im Sinne von Absatz 2 dieses Artikels hat keine Auswirkungen auf die Vertretungsbefugnis des Vorstandes oder der Geschäftsführer.

Art. 17. Abwesenheit oder Verhinderung

1. Im Falle einer Abwesenheit oder Verhinderung eines Vorstandsmitgliedes sind die anderen Vorstandsmitglieder vorübergehend mit der Leitung der Gesellschaft betraut, insofern weder in insofern zumindest bei einem A-Geschäftsführer und einem B-Geschäftsführer keine Abwesenheit bzw. Verhinderung vorliegt.

2. Im Falle einer Abwesenheit oder Verhinderung sämtlicher Geschäftsführer bzw. des alleinigen Geschäftsführers einer bestimmten Kategorie (A oder B) ist die Person, die diesbezüglich von der Versammlung der Inhaber von Anteilen

der betreffenden Kategorie angewiesen wird, gemeinsam mit dem bzw. den Geschäftsführer(n) der anderen Kategorie oder gemeinsam mit dem zeitweiligen Geschäftsführer der anderen Kategorie vorübergehend mit der Leitung der Gesellschaft betraut.

Kapitel VIII. Jahresabschluss, Gewinn

Art. 18. Geschäftsjahr, Erstellung des Jahresabschlusses, Wirtschaftsprüfer

1. Das Geschäftsjahr ist identisch mit dem Kalenderjahr.
2. Jährlich innerhalb von fünf Monaten nach Ablauf des Geschäftsjahres erstellt die Geschäftsführung einen Jahresabschluss.
3. Der Jahresabschluss wird von den Geschäftsführern unterzeichnet. Fehlen eine oder mehrere Unterschriften der Geschäftsführer, so wird darüber unter Angabe der Gründe Mitteilung gemacht.
4. Die Gesellschaft kann und wird (insofern gesetzlich dazu verpflichtet) einem Wirtschaftsprüfer den Auftrag zur Prüfung des Jahresabschlusses erteilen.

Art. 19. Verabschiedung des Jahresabschlusses, Entlastung Veröffentlichung

1. Der Jahresabschluss wird von der Gesellschafterversammlung verabschiedet. Die Verabschiedung des Jahresabschlusses führt nicht automatisch zur Entlastung eines Geschäftsführers. Die Gesellschafterversammlung kann einen Geschäftsführer per separaten Beschluss entlasten.
2. Die Gesellschaft ist innerhalb von acht Tagen nach Verabschiedung zur Veröffentlichung ihres Jahresabschlusses verpflichtet, es sei denn, dass eine gesetzliche Befreiung zur Anwendung kommt.

Art. 20. Gewinn

1. Der Gewinn steht der Gesellschafterversammlung zur Verfügung.
2. In jedem Jahr wird mindestens ein Zwanzigstel (1/20) des Reingewinns einer nicht ausschüttungsfähigen Rücklage zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr vorgeschrieben, sobald der Saldo der Rücklage größer ist als ein Zehntel (1/10) des Einlagekapitals, wird jedoch wieder vorgeschrieben, wenn der Saldo der Rücklage geringer als ein Zehntel (1/10) des Einlagekapitals ist.
3. Ausschüttungen können nur bis zum maximalen ausschüttungsfähigen Teil des Eigenkapitals erfolgen.
4. Gewinnausschüttungen erfolgen nach Billigung des Jahresabschlusses, aus dem hervorgeht, dass die Ausschüttungen zulässig sind.
5. Der Vorstand kann unter Berücksichtigung der diesbezüglich in Absatz 5 enthaltenen Bestimmungen die Ausschüttung einer Zwischendividende beschließen.
6. Die Gesellschafterversammlung kann unter Berücksichtigung der diesbezüglich in Absatz 6 enthaltenen Bestimmungen Ausschüttungen zu Lasten einer Rücklage beschließen.
7. Der Anspruch eines Gesellschafters auf Gewinnausschüttung verjährt nach Verstreichen einer Frist von fünf Jahren.

Kapitel IX. Gesellschafterversammlung

Art. 21. Jahresversammlung und andere Versammlungen, Ladung

1. Jährlich wird innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf des Geschäftsjahres, eine Jahresversammlung abgehalten, auf welcher der Jahresabschluss besprochen und verabschiedet wird.
2. Andere Gesellschafterversammlung werden abgehalten so oft der Vorstand dies für erforderlich hält.
3. Die Gesellschafterversammlung werden vom Vorstand per Brief an die Anschriften der Gesellschafter gemäß dem Gesellschafterverzeichnis einberufen.
4. Die Einberufung erfolgt nicht später als fünfzehn Tage vor dem Tag der Versammlung.
5. Die Gesellschafterversammlungen werden in der Gemeinde abgehalten, in welcher die Gesellschaft nach der geltenden Satzung ihren Sitz hat.
6. Die Gesellschafterversammlung regelt ihren Vorsitz selbst. Bis zu diesem Zeitpunkt wird der Vorsitz von einem Geschäftsführer bzw. in Ermangelung eines solchen vom Versammlungsaltesten geführt.
7. Die Geschäftsführer haben als solche in der Gesellschafterversammlung eine beratende Stimme.

Art. 22. Vertretung des gesamten Einlagekapital, Protokoll

1. Solange auf einer Gesellschafterversammlung das gesamte Einlagekapital vertreten ist, können unter Berücksichtigung der Bestimmungen in Artikel 25 gültige Beschlüsse zu allen besprochenen Themen gefasst werden, insofern dies einstimmig erfolgt. Dies gilt auch dann, wenn die gesetzlichen oder satzungsgemäßen Vorschriften zur Einberufung und Abhaltung von Versammlungen nicht berücksichtigt wurden.
2. Der Vorstand führt über die gefassten Beschlüsse Protokoll. Ist der Vorstand auf der Versammlung nicht vertreten, wird dem Vorstand so bald wie möglich nach der Versammlung vom bzw. im Namen des Vorsitzenden der Versammlung eine Abschrift der gefassten Beschlüsse ausgehändigt. Die Protokolle liegen in der Geschäftsstelle der Gesellschaft für die Gesellschafter zur Einsicht aus. Jedem Gesellschafter oder Anteilscheininhaber wird auf Wunsch ein Exemplar oder ein Auszug dieser Anmerkungen ausgehändigt, maximal zum Selbstkostenpreis.

Art. 23. Abstimmungen

1. Jeder Anteil gewährt eine Stimme.
2. Die Versammlungsrechte können von einem schriftlich Bevollmächtigter ausgeübt werden.
3. Insofern das Gesetz keine größere Mehrheit vorschreibt, werden alle Beschlüsse mit absoluter Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.
4. Bei Stimmgleichheit wird der Vorschlag abgelehnt.

Art. 24. Entscheidungsfindung außerhalb der Versammlung, Protokoll

1. Beschlüsse von Gesellschaftern können außer auf Gesellschafterversammlungen auch schriftlich gefasst werden, insofern dies einstimmig mit den Stimmen sämtlicher stimmberechtigter Gesellschafter gefasst werden und insofern die

Zahl der Gesellschafter nicht größer als fünfundzwanzig ist. Die Bestimmungen in Artikel 14, Absatz 3, Satz 2 kommen in entsprechender Weise zur Anwendung.

2. Für Beschlüsse außerhalb der Versammlung im Sinne des vorherigen Absatzes gelten die Bestimmungen in Artikel 21, Absatz 7 dementsprechend.

3. Der Vorstand führt über die so gefassten Beschlüsse Protokoll. Jeder einzelne Gesellschafter ist verpflichtet, dafür Sorge zu tragen, dass die gemäß Absatz 1 getroffenen Beschlüsse so schnell wie möglich dem Vorstand mitgeteilt werden. Die Protokolle liegen in der Geschäftsstelle der Gesellschaft für die Gesellschafter zur Einsicht aus. Jedem Gesellschafter wird auf Wunsch ein Exemplar oder ein Auszug dieser Dokumente ausgehändigt, maximal zum Selbstkostenpreis.

Kapitel X. Satzungsänderung und Auflösung, Liquidation

Art. 25. Satzungsänderung und Auflösung

Wird der Gesellschafterversammlung ein Vorschlag zur Satzungsänderung oder zur Auflösung der Gesellschaft vorgelegt, so muss dies in jedem Fall auf der Ladung zur Gesellschafterversammlung angegeben werden. Insofern es sich um eine Satzungsänderung handelt, muss gleichzeitig eine Kopie des Vorschlags, in welchem die vorgeschlagene Änderung wortwörtlich enthalten ist, bis zum Ende der Versammlung in der Geschäftsstelle der Gesellschaft für die Gesellschafter zur Einsicht ausgelegt werden.

Art. 26. Liquidation

1. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft kraft Beschluss der Gesellschafterversammlung sind die Geschäftsführer mit der Liquidation der geschäftlichen Aktivitäten der Gesellschaft befasst.

2. Während der Liquidation bleiben die Bestimmungen der Satzung weitestgehend in Kraft.

3. Ein eventueller positiver Saldo nach Begleichung der Verbindlichkeiten wird den Gesellschaftern zu gleichen Teilen des gesamten Betrages der Anteile der einzelnen Gesellschafter zur Verfügung gestellt.

4. Für die Liquidation gelten im Übrigen die entsprechenden anwendbaren Rechtsbestimmungen.

Fünfter Beschluss

Der Gesellschafter beschliesst ATC MANAGEMENT (LUXEMBOURG), S.à r.l., mit Sitz in L-2763 Luxemburg, 9, rue Saint-Zithe als Geschäftsführer der Gesellschaft für eine unbestimmte Dauer zu ernennen mit Wirkung zum 16. Dezember 2005.

Sechster Beschluss

Der Gesellschafter beschliesst den Hauptgeschäftsbetrieb und die Hauptgeschäftsstelle der Gesellschaft in L-2763 Luxemburg, 9, rue Sainte Zithe festzulegen.

Siebter Beschluss

Der Gesellschafter beschliesst, dass das Geschäftsjahr welches am 1. Januar 2005 begonnen hat, am 31. Dezember 2005 enden wird.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Kapitalerhöhung entstehen, beläuft sich auf ungefähr EUR 8.000,-.

Erklärung

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Parteien, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit Uns Notar gegenwärtig Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: D. Van Der Molen, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 5 janvier 2006, vol. 434, fol. 91, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Mersch, den 12. Januar 2006.

H. Hellinckx.

(005969.3/242/688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2006.

INTERSUM INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.

R. C. Luxembourg B 79.748.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires en date du 15 décembre 2005 que le siège de la compagnie est fixé au 6, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2006.

Luxembourg, le 15 décembre 2005.

Pour extrait conforme

Nete Stejn Mortensen

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2006, réf. LSO-BM02807. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(005893.3/5029/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2006.

RAIFFEISEN-MARKT-ECHTERNACH, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6562 Echternach, 117, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 93.332.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2006, réf. LSO-BM01587, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 12 janvier 2006.

Signature.

(004793.3/551/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

PAUSE BEAUTE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4251 Esch-sur-Alzette, 2-4, rue du Moulin.
R. C. Luxembourg B 81.547.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2006, réf. LSO-BM01580, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 12 janvier 2006.

Signature.

(004795.3/551/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

KHATHAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale.
R. C. Luxembourg B 55.450.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2006, réf. LSO-BM01579, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 12 janvier 2006.

Signature.

(004796.3/551/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

GARAGE SCHILTZ BUEDERSCHIED S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9643 Buederscheid, 2, Weltzerstrooss.
R. C. Luxembourg B 107.538.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2006, réf. LSO-BM01578, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 12 janvier 2006.

Signature.

(004799.3/551/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

GARAGE MULLER & NESEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7450 Lintgen, 33, route Principale.
R. C. Luxembourg B 73.668.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2006, réf. LSO-BM01577, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 12 janvier 2006.

Signature.

(004802.3/551/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

EITERMILLEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5331 Oetrange, 1, route de Remich.
R. C. Luxembourg B 86.217.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2006, réf. LSO-BM01576, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 12 janvier 2006.

Signature.

(004803.3/551/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

ABB + ZU S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6850 Manternach, 1, Ale Berbuenger Wee.
R. C. Luxembourg B 78.425.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2006, réf. LSO-BM01574, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 12 janvier 2006.

Signature.

(004804.3/551/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

BLUE-ERP.COM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4303 Esch-sur-Alzette, 10, place des Remparts.
R. C. Luxembourg B 86.021.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, réf. LSO-BM003570, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(004828.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

CHAMBERS ESTATE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4735 Pétange, 81, rue J.B. Gillardin.
R. C. Luxembourg B 77.301.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, réf. LSO-BM02422, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, janvier 2006.

Signature.

(004837.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

META-AGENT SOFTWARE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4141 Esch-sur-Alzette, 79-83, rue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 74.695.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, réf. LSO-BM03572, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(004838.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

SEVEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 119, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 72.475.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, réf. LSO-BM02431, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, janvier 2006.

Signature.

(004840.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

SEVEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 119, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 72.475.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, réf. LSO-BM02429, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, au janvier 2006.

Signature.

(004841.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

SEMANTICA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4141 Esch-sur-Alzette, 79-83, rue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 88.358.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, réf. LSO-BM03574, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(004839.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

CADEAUX SHOP ERR, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4734 Pétange, 4, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 19.939.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, réf. LSO-BM02414, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, janvier 2006.

Signature.

(004842.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

TIME TECH COMPUTER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2171 Luxembourg, 45, rue Alphonse München.
R. C. Luxembourg B 99.315.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, réf. LSO-BM02435, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, janvier 2006.

Signature.

(004843.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

SSCV INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R. C. Luxembourg B 103.005.

Les statuts coordonnés suivant l'acte numéro 39763, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

J. Elvinger

Notaire

(004844.3/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

GUS LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 75.760.

Les statuts coordonnés suivant l'acte numéro 39899 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

J. Elvinger

Notaire

(004845.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

SSCP SWAGING, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1025 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 104.339.

Les statuts coordonnés suivant l'acte numéro 37026, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

J. Elvinger

Notaire

(004846.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

BAKERIES INTERNATIONAL LUXEMBOURG HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 98.628.

Les statuts coordonnés suivant l'acte numéro 40568, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

J. Elvinger
Notaire

(004847.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

BISCAROSSE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5680 Dalheim, 6, Wenkelhiel.
R. C. Luxembourg B 98.972.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2006, réf. LSO-BM03083, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Signature.

(004852.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Root eSolutions, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7220 Walferdange, 133, route de Diekirch.
R. C. Luxembourg B 92.268.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2006, réf. LSO-BM03084, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Signature.

(004853.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

LUX COGEB A S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 9, rue de l'Industrie.
R. C. Luxembourg B 85.819.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2006, réf. LSO-BM03085, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Signature.

(004854.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

VRBéton, Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 7, rue de l'Industrie.
R. C. Luxembourg B 89.992.

L'an deux mille cinq, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme VRBéton, ayant son siège social à L-4940 Bascharage, 124, avenue de Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B numéro 89.992, constituée suivant acte reçu par Maître Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 25 novembre 2002, publié au Mémorial C numéro 1801 du 19 décembre 2002.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Gabriel Vitali, administrateur, demeurant à Algrange.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur René Ruszkiewicz, directeur commercial, demeurant à Seremange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Roland Ferrero, préretraité demeurant à Algrange.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui ensemble avec les procurations.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Transfert du siège social de L-4940 Bascharage, 124, avenue de Luxembourg, à L-3895 Foetz, 7, rue de l'Industrie.
- 2.- Modification afférente de l'article 2 des statuts.
- 3.- Modification des articles 13 et 14 des statuts.
- 4.- Modification de l'article 5, alinéa 3 des statuts.
- 5.- Insertion d'un droit de préemption en cas de cession d'actions dans l'article 5 des statuts.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de L-4940 Bascharage, 124, avenue de Luxembourg, à L-3895 Foetz, 7, rue de l'Industrie.

Deuxième résolution

Suite à la réalisation qui précède l'assemblée décide de modifier l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Foetz.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier les articles 13 et 14 des statuts pour leur donner la teneur suivante:

«**Art. 13.** L'Assemblée Générale Annuelle se réunit au siège social le premier mardi du mois de juin à 10.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.»

«**Art. 14.** L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier le 3^e alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. (alinéa 3).** Les titres sont nominatifs.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide de créer un droit de préemption en cas de cession d'actions et d'ajouter à la fin de l'article 5 des statuts l'alinéa suivant:

«**Art. 5. (dernier alinéa).** Les actions de la société ne peuvent être cédées à un tiers sans le consentement préalable du conseil d'administration de la société. Les actions sont librement cessibles entre actionnaires proportionnellement au nombre des actions qu'ils détiennent au moment de la cession. Si une cession à un tiers est envisagée, cette intention doit être notifiée au conseil d'administration qui devra informer les autres actionnaires. Ces actions sont censées être offertes au rachat par les autres actionnaires qui ont ainsi un droit de préemption, lequel devra être exercé endéans les trente jours, faute de quoi le conseil d'administration donnera son accord à la cession à des tiers.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de six cent cinquante euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Junglinster, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: G. Vitali, R. Ruzskiewicz, R. Ferrero, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 décembre 2005, vol. 535, fol. 7, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 16 janvier 2006.

J. Seckler.

(006675.3/231/72) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2006.